



Vivre en marge du mariage. Le célibat tardif des femmes à Lomé (Togo)

Charlotte VAMPO*, Agnès ADJAMAGBO*,
Valérie DELAUNAY*, Yénibán MADIEGA**

Résumé

Comme dans d'autres capitales africaines, les données des enquêtes démographiques indiquent une augmentation du célibat tardif féminin à Lomé, au Togo. Cet article analyse, à l'aide de données qualitatives collectées entre 2011 et 2019 à Lomé, les situations sociales de femmes qui approchent, ont ou dépassent la trentaine et qui n'ont jamais été mariées. Il montre qu'une catégorie de femmes, urbaines, souvent diplômées du supérieur et/ou indépendantes économiquement, se marient de plus en plus tardivement, car elles aspirent à d'autres formes de réalisation sociale avant et en plus du mariage, dans un contexte où la compatibilité du mariage et du travail reste difficile à plusieurs niveaux. Celles qui ne veulent pas se marier et l'assument sont rares : la plupart des femmes aspirent au mariage ou se résolvent à le faire pour se garantir une forme de tranquillité sociale. En plus de la hausse de la scolarisation, c'est bien la volonté d'autonomie – entre autres financière – dans un contexte social où les conditions de vie et d'emploi des hommes se détériorent, qui complexifie l'entrée en union de femmes dont l'indépendance déstabilise les normes de genre.

Mots-clés

célibat, mariage, travail, marge, femmes, genre, Lomé

Les études démographiques portant sur les pays africains ont largement documenté les changements survenus dans l'institution matrimoniale depuis la seconde moitié du XX^e siècle : accroissement de l'âge au premier mariage, diminution des mariages forcés, assouplissement du règlement de la dot, augmentation des unions consensuelles, augmentation des divorces, baisse de la polygamie de rang élevé, etc. Les travaux pionniers sur les questions de nuptialité en Afrique, comme ceux de Lesthaeghe *et al.* (1989) ou de Van de Walle (1993), ont particulièrement insisté sur l'augmentation de l'âge au premier mariage des femmes. Les changements, qui interviennent dans des contextes socioéconomiques et politiques variés, témoignent de la forte altération du schéma du mariage précoce des femmes, pilier du système nuptial subsaharien

* Aix Marseille Université, Institut de recherche pour le développement (IRD), Laboratoire Population Environnement Développement (LPED), Marseille, France.

** Aix Marseille Université, IRD, LPED, Marseille, France et Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP), Université Ki Zerbo de Ouagadougou, Burkina Faso.

Correspondance : vampo.charlotte@gmail.com



(Antoine et Nanitelamio, 1990 ; Hertrich et Pilon, 1997 ; Antoine et Djiré, 1998 ; Antoine *et al.*, 2001 ; Westoff, 2003 ; Tabutin et Schoumaker, 2004 ; Mensch *et al.*, 2005 ; Marcoux et Antoine, 2015 ; Shapiro et Gebreselassie, 2014 ; Hertrich, 2017). La scolarisation, l'urbanisation et les conditions d'insertion sur le marché du travail sont des facteurs connus de cette entrée en union plus tardive (Moguéro, 2009 ; Antoine *et al.*, 2001). Cependant, on connaît peu de choses sur la façon dont les femmes vivent cette situation. Toutes les études attestent néanmoins que si l'âge au mariage recule et que le nombre de divorces augmente chez les jeunes générations (Thiombiano et Legrand, 2014), le mariage demeure très valorisé socialement (Hertrich, 2007a ; Marcoux et Antoine, 2014). En Afrique de l'Ouest, au cours des années 1990-2000, passé quarante ans, la quasi-totalité des femmes se sont mariées ; le célibat définitif est donc à peu près inexistant (Calvès *et al.*, 2018). Dans la plupart des pays, le mariage représente une évolution statutaire significative ouvrant l'accès à de nouvelles responsabilités et à une reconnaissance sociale (Vampo et Ouattara, 2023). Si presque toutes les femmes finissent par se marier, on ne sait pas dans quelle mesure elles y aspiraient particulièrement au moment de le faire. La norme maritale prédomine dans les discours et peu d'études permettent de repérer une désaffection à l'égard du mariage.

Le célibat tardif concerne aussi bien les femmes que les hommes. Même s'ils n'explorent pas les vécus, des travaux sur le célibat tardif des hommes révèlent ainsi que ces derniers subissent les effets d'un manque d'autonomie qui prolonge leur célibat (Nappa *et al.*, 2019 ; Attané, 2007 ; Calvès, 2007 ; Antoine *et al.*, 2001). Qu'en est-il pour les femmes ? Comment le vivent-elles, sachant que le célibat est jugé plus problématique et plus stigmatisant pour elles ? En effet, pour ces dernières en particulier, le fait de ne pas être en union reste très mal perçu socialement. Dans les médias francophones, le sujet est régulièrement traité dans des émissions de radio, par exemple, et les nombreux appels d'auditrices et d'auditeurs invités à s'exprimer à l'antenne attestent l'intérêt passionné qu'il suscite localement⁽¹⁾. La stigmatisation des femmes célibataires est fortement liée à leur vie reproductive. Ne pas avoir de mari à l'approche de la trentaine signifie s'exposer au risque de rester sans enfant. Or la grossesse et l'accouchement sont définis comme des éléments constitutifs de la vie d'une femme africaine (Bonnet et Duchesne, 2016). Le célibat tardif féminin met donc en jeu la question de la maternité par laquelle les femmes acquièrent une respectabilité sociale. Tout comme l'absence d'un mari, l'absence d'enfant, voire le fait d'en avoir peu, sont des situations stigmatisées.

À Lomé, la capitale du Togo, l'âge médian au premier mariage des femmes était de 22 ans en 2013 (23 ans pour les plus scolarisées⁽²⁾). Toutefois, cet âge

(1) Voir les émissions « Trop diplômée pour trouver l'amour ? » (14 mars 2016) et « Le célibat en Afrique : le choix impossible ? » (22 février 2017), sur Radio France International.

(2) Âges médians calculés pour les femmes de 25 à 49 ans résidant à Lomé, à partir des données de l'enquête démographique et de santé (EDS) conduite au Togo en 2013-2014.

augmente significativement pour les générations les plus jeunes (Adjamagbo *et al.*, 2014), et plusieurs études se sont récemment intéressées aux femmes approchant ou dépassant la trentaine et qui n'ont jamais été mariées (Adjamagbo *et al.*, 2014; Vampo, 2020). Dans la littérature scientifique, Berg-Cross *et al.* (2004), par exemple, décrivent une catégorie que l'on retrouve dans différentes parties du monde : les *elite single professional women*, contraintes de vivre la « sologamie ». Si toutes les célibataires ne font pas partie d'une élite, elles sont nombreuses dans ce cas. Est-ce à dire que leur travail joue un rôle central dans leur célibat ? Si oui, dans quelle mesure ? Comment vivent-elles leur situation ? L'augmentation du célibat tardif féminin donne-t-elle à voir une diminution des aspirations des femmes au mariage ? Telles sont les questions explorées dans cet article. Il s'agit de tirer des enseignements sur le mariage, le faire famille et les rapports de genre dans un contexte urbain ouest-africain. En s'intéressant à des femmes qui ne représentent ni la norme sociale ni la norme statistique, cette étude décentre le regard vers les marges afin de les rendre visibles.

Après une présentation de l'évolution du célibat tardif féminin au Togo et dans sa capitale, telle qu'on peut le mesurer dans les enquêtes quantitatives, l'article exploite des données qualitatives issues d'entretiens et d'observations menés à Lomé entre 2011 et 2019, notamment auprès de femmes entrepreneuses.

I. Augmentation du célibat tardif des femmes à Lomé

L'accroissement du célibat tardif est une caractéristique des dynamiques en cours dans les capitales africaines. Même en Afrique de l'Ouest, où le mariage féminin reste précoce, l'âge au premier mariage des femmes et, dans une moindre mesure, des hommes a constamment augmenté depuis la fin des années 1970, surtout en milieu urbain (Hertrich, 2007b; Tabutin et Schoumaker, 2004; Calvès et N'Bouké, 2018), notamment du fait d'un contexte économique difficile (Antoine *et al.*, 2001; Calvès, 2007; Meyitondelua, 2016; Nappa *et al.*, 2019).

Les enquêtes démographiques et de santé (EDS⁽³⁾) menées au Togo en 1988, 1998 et 2013, ainsi que celle par grappes à indicateurs multiples de l'Unicef (MICS⁽⁴⁾) de 2017, collectent des données sur la situation matrimoniale des femmes au moment de l'enquête et permettent de calculer l'âge médian au premier mariage et les proportions de célibataires selon l'âge⁽⁵⁾. Elles sont représentatives au niveau régional et par milieu de résidence (urbain, rural).

(3) <https://www.dhsprogram.com/>

(4) <https://mics.unicef.org/surveys>

(5) Concernant les EDS, l'information sur la situation matrimoniale est disponible dans le questionnaire individuel femme pour les deux premières enquêtes (1988, 1998) et dans les questionnaires individu et ménage pour les deux dernières (2013, 2017). Le questionnaire ménage concerne l'ensemble des membres résidents du ménage, alors que le questionnaire femme concerne les femmes âgées de 15 à 49 ans et disponibles pour répondre à l'enquête. L'étude privilégie donc l'analyse du questionnaire ménage quand c'était possible, soit pour les deux dernières enquêtes. Concernant l'enquête MICS 2017, on a utilisé les données du questionnaire individuel femme.

Par ailleurs, l'étude Activité économique des ménages en milieu urbain (AEMU) menée en décembre 2012 auprès de 500 ménages représentatifs des cinq arrondissements de la capitale togolaise (Adjamagbo *et al.*, 2014) permet d'estimer les proportions de célibataires par âge au moment de l'enquête.

Au Togo, l'âge médian au premier mariage des femmes de 30 à 49 ans à l'enquête a augmenté de 2,4 ans en près de trente ans, passant de 17,2 ans en 1988 à 19,6 ans en 2017 (tableau 1). La hausse est plus marquée en milieu urbain (+ 2,9 ans). En 2017, l'âge médian était plus élevé à Lomé (22,5 ans) et pour les femmes les plus diplômées (23,4 ans)⁽⁶⁾.

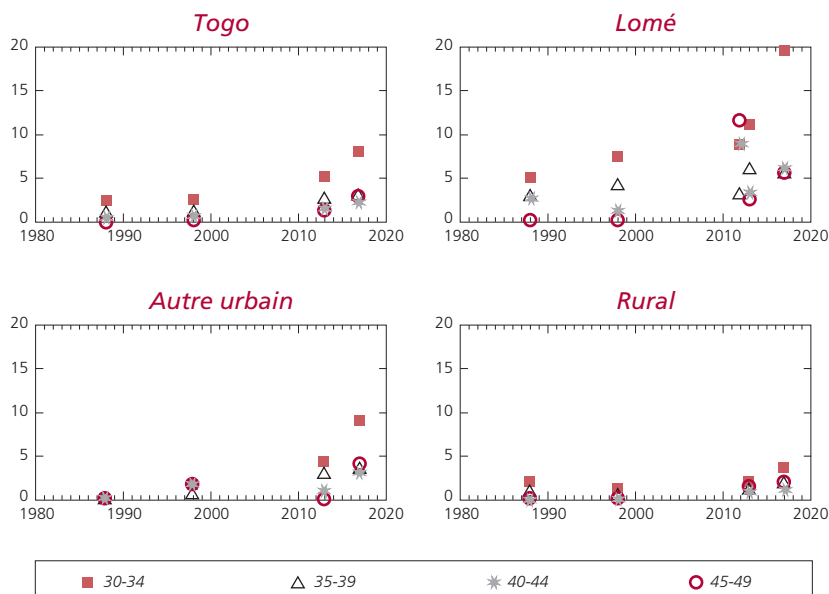
Tableau 1. Âge médian (en années) au premier mariage des femmes de 30 à 49 ans selon le milieu de résidence et le niveau d'instruction au Togo

Enquête et année			Milieu de résidence		Niveau d'instruction		Effectifs Femmes 30-49 ans
	Togo	Lomé	Urbain	Rural	Aucun ou primaire	Secondaire ou supérieur	
EDS 1988	17,2	19,0	18,2	16,9	17,1	20,6	1 355
EDS 1998	17,6	19,4	18,5	17,4	17,4	20,7	3 774
EDS 2013	19,9	22,3	23,0	18,7	18,4	19,7	4 483
MICS 2017	19,6	22,5	22,1	18,9	19,1	23,4	3 475
Sources : EDS 1988, 1998 et 2013 ; MICS 2017 (calcul des auteur-es).							

Le célibat tardif peut être défini par le fait, pour une femme âgée de 30 à 49 ans, d'être toujours célibataire, en d'autres termes de n'avoir encore jamais été en union (qu'elle soit coutumière, religieuse, civile ou libre). Les proportions de femmes célibataires dans ces groupes d'âge sont plus importantes en milieu urbain que rural, et nettement plus prononcées dans la capitale, avec une hausse sensible dans tous les groupes d'âge entre les années 1980 et 2010 (figure 1). Cette dernière est cependant plus marquée dans les générations les plus jeunes. Ainsi, pour l'ensemble du pays, la part des femmes célibataires dans le groupe des 30-34 ans, qui était de 2,3 % à la fin des années 1980, a atteint 8 % trente ans plus tard. L'augmentation est beaucoup plus prononcée en milieu urbain, en particulier à Lomé (figure 1). Les résultats de l'enquête AEMU menée sur la capitale en 2012 sont corroborés par ceux de l'EDS de 2013. La proportion de femmes encore célibataires parmi les 30-34 ans est passée de 5 % en 1988 à 19,4 % en 2017 (avec un intervalle de confiance [IC] à 95 % de 12,1 %-23,9 %). Dans le groupe d'âges 35-39 ans, les proportions sont respectivement passées de 3 % à près de 6 %. À Lomé, 41 % des femmes de 30 à 49 ans qui se déclaraient toujours célibataires (jamais en union) avaient atteint le niveau d'études secondaires ou supérieures, contre 14 % pour l'ensemble des femmes de ce groupe d'âges (MICS, 2017). Ainsi, il existe une forte association entre le célibat tardif et le niveau d'instruction.

(6) De fait, à Lomé, 39 % des femmes âgées de 30 à 49 ans avaient atteint en 2017 le niveau d'études secondaires ou supérieures (MICS 2017), contre 32 % à la fin des années 1990 (EDS 1998).

Figure 1. Proportion de femmes célibataires après 30 ans (en %), par groupe d'âges, au Togo, à Lomé, dans les autres villes et en milieu rural



Sources : EDS 1988, 1998 et 2013-2014 ; AEMU 2012 ; MICS 2017 (calcul des auteur-e-s, tableau en annexe 2).

Très attractive du fait de son activité portuaire, Lomé se distingue des villes côtières des pays voisins par une immigration importante de femmes venues des régions du sud du Togo, attirées par les occasions de commerce à l'international. La capitale bénéficie ainsi d'une réputation ancienne pour la forte implication des femmes dans la vie économique, incarnée par la figure de la Nana Benz (Toulabor, 2012 ; Cordonnier, 1982). L'histoire du pays a été marquée par des épisodes de forte instabilité politique s'accompagnant, dans les décennies 1990-2000, d'une exclusion prolongée du Togo dans les programmes d'aides internationales, ce qui a eu des effets délétères sur une économie déjà fragile et sur les conditions de vie. Dans ce contexte, les femmes ont pris une place importante dans la survie des ménages, notamment à travers leurs activités informelles. Alors que le modèle de l'homme premier pourvoyeur de revenus pour la famille demeure un idéal en principe (Moguéro *et al.*, 2019), une féminisation de la prise en charge économique des foyers est visible en pratique (Chant, 2011). Sur le long terme, une tradition commerciale ancienne, renforcée par les difficultés économiques qui poussent les femmes à gagner de l'argent pour leur famille, a pu ainsi entraîner un assouplissement relatif des pratiques vis-à-vis des attentes sociales genrées.

À Lomé, si le mariage reste la norme, l'augmentation observée du célibat tardif pourrait laisser entrevoir l'émergence d'un phénomène. Deux enquêtes qualitatives menées dans le courant des années 2010 permettent d'interroger

la norme sociale du mariage, en s'intéressant plus particulièrement à des femmes atypiques du point de vue socioprofessionnel.

II. Description des enquêtes qualitatives

Les données qualitatives sont issues de deux enquêtes menées entre 2011 et 2019. La première s'est déroulée dans le cadre du programme de recherche Famille Genre et Activités en Afrique de l'Ouest (FAGEAC⁽⁷⁾), réalisé entre 2011 et 2015. FAGEAC portait sur les recompositions familiales à Cotonou, à Lomé et à Ouagadougou, à travers l'étude des rapports sociaux de sexe en lien avec la répartition des rôles féminins et masculins dans la satisfaction des besoins élémentaires des ménages. L'enquête interrogeait des femmes et des hommes de différents milieux sociaux vivant dans les trois capitales. Les entretiens, réalisés à domicile, sur les lieux de travail ou dans des lieux publics, ont permis de retracer l'itinéraire professionnel et familial des femmes, en insistant sur l'organisation domestique et économique des ménages (répartition des tâches domestiques, des revenus et des dépenses entre les hommes et les femmes) afin, entre autres, de saisir l'effet du travail rémunéré des femmes sur les relations amoureuses et conjugales. Les entretiens, enregistrés, ont été conduits soit en français, soit en langue locale avec une interprète (en fon le plus souvent), puis retranscrits. Sur les 23 femmes interrogées, seules celles ayant déclaré n'avoir jamais été en union ont été retenues pour cet article, soit 9 en tout. Leurs caractéristiques figurent en annexe 1.

La seconde enquête provient d'une recherche ethnographique menée entre 2015 et 2019 auprès de 35 entrepreneures de l'économie formelle, âgées de 26 à 65 ans (en 2019) et qui ont des entreprises dans des domaines variés (mode, tissus, agro-alimentaire, immobilier, assurance, consulting en communication ou événementiel). Parmi elles, 10 femmes qui approchaient ou avaient dépassé la trentaine (entre 28 et 37 ans) ne s'étaient jamais mariées et constituent le groupe des célibataires tardives de ce panel (voir annexe 1). Cette enquête comprend aussi des femmes divorcées, mais seul un entretien avec une femme en cours de divorce au moment de l'enquête est mobilisé dans l'analyse (annexe 1). Le recueil de données s'est d'abord fait par l'intermédiaire d'une association de cheffes d'entreprise togolaises enregistrée dans les organisations professionnelles du patronat togolais, puis par la mise en relation avec d'autres entrepreneures inscrites dans d'autres réseaux⁽⁸⁾. Le terrain de recherche, s'étendant sur plusieurs années, a permis de suivre les femmes sur la durée à l'occasion d'entretiens semi-dirigés, de récits de vie et d'observations participantes dans les entreprises, à leurs domiciles⁽⁹⁾ et dans différents espaces

(7) Projet ANR 10-Suds-005-01.

(8) Réseau mixte de jeunes entrepreneurs, regroupements pour le « Made in Togo », etc.

(9) La chercheuse a vécu chez trois entrepreneures différentes, ce qui permettait d'observer de manière privilégiée comment elles organisaient leurs journées.

de leur vie sociale, comme leurs associations. Le corpus compte également une grande quantité de conversations informelles tenues dans des restaurants, lors de déplacements en voiture ou de sorties (dans la famille, avec des proches, en boîtes de nuit, etc.). Si les participantes ont des profils différents du fait de leur âge et de la taille de leurs entreprises (de 0 à 70 salarié.es), celles de la seconde enquête mobilisée ici appartiennent à une catégorie significative socialement, car elles s'inscrivent toutes dans l'économie formelle, ce qui est rare pour les femmes à Lomé. En dehors de trois répondantes venant de milieux sociaux plus modestes, toutes sont héritières d'un capital économique et social fort, puisqu'elles sont principalement originaires de familles commerçantes mina-guin aisées du sud du Togo et qu'elles ont fait des études supérieures, notamment à l'étranger.

III. Des femmes « trop indépendantes » pour être mariées ?

1. Quand l'indépendance des femmes fait fuir les prétendants au mariage monogame

Sur le marché matrimonial, l'attrait des femmes indépendantes, qui constituent la population de cette étude, dépend du type de mariage : elles feraient plutôt fuir les prétendants au mariage monogame, mais intéressent les hommes recherchant une autre épouse⁽¹⁰⁾, qui n'auraient ainsi pas à engager trop d'argent dans la relation. Au Togo, si certaines envisagent la polygamie comme une solution de repli face au célibat qui dure, elles aspirent avant tout à une union monogame avec un mari compréhensif vis-à-vis de leurs obligations professionnelles.

À la manière de ce qui est montré par Anne Attané au Burkina Faso (2007), les hommes et les femmes entre 15 et 35 ans aspirent à rencontrer une personne pour qui on a développé un sentiment amoureux et à construire une relation fondée sur la compréhension mutuelle. Si on prend l'exemple des entrepreneures, celles-ci expliquent leur célibat par le fait de ne pas trouver de partenaire qui accepte véritablement leur travail. Leurs compagnons temporaires leur reprochent d'être trop souvent absentes, de ne pas être « aux petits soins » pour eux et là pour préparer les repas, de ne pas s'adapter à leur disponibilité à eux et de « vouloir jouer les patronnes » à la maison. Ces arguments sont des motifs de ruptures initiées parfois par les hommes, mais aussi par les femmes, qui ne sont pas prêtes à accepter qu'un conjoint limite leur liberté à mettre en œuvre leur projet.

La crainte que suscitent les femmes indépendantes auprès des hommes ne se limite pas au seul aspect économique. Les entrepreneures rencontrées secouent les habitudes, car elles s'expriment sur la place publique par

(10) À Lomé, d'après l'EDS de 2013, 18,9 % des femmes mariées sont en union polygame.

l'intermédiaire de leurs associations de cheffes d'entreprise. Elles se prêtent à des interventions dans les médias et publient sur les réseaux sociaux. L'une d'entre elles est même connue comme influenceuse sur Internet et se revendique féministe. Cela explique certaines difficultés ou tensions rapportées par certaines participantes, dans un contexte où les femmes sont tenues à la retenue concernant ce qui se passe dans leur foyer. En somme, elles déstabilisent les normes de la femme respectable qui exigent qu'elles ne créent pas de conflits. Leur parole est crainte alors que l'équilibre, dans les couples où la femme gagne confortablement sa vie, repose le plus souvent sur des non-dits, des faux semblants et des arrangements dissimulés qui permettent au mari de correspondre aux normes masculines. En témoigne le cas de Nadine⁽¹¹⁾, entrepreneure dans le pagne et l'événementiel, en cours de divorce en 2017, au moment de l'enquête. Nadine complète en cachette les provisions alimentaires du ménage achetées par son époux, afin qu'il ait l'impression – et qu'il donne l'impression à l'entourage familial – qu'il est bien le pourvoyeur de revenus pour le foyer. Cet exemple montre la tension entre la volonté, pour ces entrepreneures indépendantes, de préserver les normes sociales, notamment l'idée que l'homme est le principal pourvoyeur des besoins du ménage – au moins en apparence – et l'implication économique des femmes aujourd'hui. Nadine souligne la difficile compatibilité entre leur réussite financière et le mariage, alors même que l'entrepreneuriat des femmes est valorisé :

« Je ne sais pas si c'est les Africains en général, mais les hommes ici, au Togo, ils n'aiment pas trop les femmes qui entreprennent, donc c'est difficile de concilier l'entreprise avec le mariage. » (janvier 2017, Lomé).

Les cheffes d'entreprise interrogées partagent le sentiment que leur niveau d'étude et leur indépendance économique font « peur aux hommes », car elles ne se « soumettent » pas comme d'autres. Ce qui est en jeu, c'est le fait qu'elles sont perçues comme difficilement contrôlables. À Lomé, si les femmes financièrement autonomes sont de moins en moins atypiques du fait de la scolarisation des filles et de l'essor de l'emploi formel féminin, leur réussite économique dérange, surtout quand elle devient trop ostentatoire. En effet, si les jeunes hommes déclarent vouloir épouser des femmes en mesure de contribuer aux ressources du ménage (Vampo et Ouattara, 2023), cette contribution ne doit pas remettre en cause leur autorité et leur image de « bon mari » capable d'assurer les besoins de sa famille. Ils ne souhaitent pas d'une épouse dont les revenus pourraient être supérieurs aux leurs et dont le prestige social risquerait de concurrencer leur image de premier pourvoyeur des besoins du foyer. On touche au paradoxe d'une société qui reconnaît le travail des femmes comme une valeur sociale forte (Adjamagbo *et al.*, 2006 ; Bégué, 2007) tout en n'admettant aucune remise en cause d'un système qui place les hommes au premier plan sur l'échelle de la réussite.

(11) Il s'agit de pseudonymes, les entretiens ayant été anonymisés.

La situation matrimoniale de ces entrepreneures, qui voudraient idéalement contracter une union monogame, est donc en partie subie. Le célibat génère de la colère et de la souffrance, car elles aimeraient être acceptées telles qu'elles sont. C'est le cas d'Aya, cheffe d'entreprise de 29 ans à la tête d'un salon de beauté. Elle a publié l'annonce suivante sur son compte personnel Facebook :

« #avisderecherche!!! Je cherche un homme à épouser ! Intelligent, respectueux, qui va s'entendre avec ma mère et donnera tout son respect à mon père. Il est impératif que mes frères l'apprécient. Il n'a pas besoin de travail, je pourrais tout lui offrir tant qu'il m'écoute et me respecte. Je veux un homme qui n'a pas d'expérience sexuelle, je me chargerai de tout lui apprendre. Quelqu'un qui est prêt à me soutenir en s'occupant de la maison pendant que je gère mes entreprises. Merci de partager, aidons la sista ! » (mai 2019, Lomé).

Dans ce texte ironique qui critique la conception, très répandue, de la « femme bonne à marier », elle reprend à son compte des propos typiquement masculins. Elle rappelle combien il est difficile, pour les femmes comme elle, de trouver un mari. Dans le même temps, ne pas se marier est souvent présenté par ces femmes comme un choix au service de leur carrière professionnelle, même si celui-ci est souvent difficile à assumer et à vivre pour les trentenaires. Le célibat reste mal vécu. Un constat similaire a été dressé pour les trentenaires célibataires en France, par exemple (Bergström et Vivier, 2020), mais à Lomé, le célibat n'est jamais valorisé socialement comme il peut l'être dans certains cercles de sociabilité –et jusqu'à un certain âge– en France. Le sentiment d'être exclu du marché matrimonial cause des souffrances psychologiques pour les entrepreneures rencontrées à Lomé. On note de l'exaspération face à l'absence de candidat au mariage monogame, mais aussi face aux vives injonctions à se marier. Claire, 32 ans, concède que « le moral ne va pas fort ». Elle l'explique en disant se trouver face à des responsabilités et à des difficultés sans savoir à qui en parler. Elle précise : « Être seule [c'est-à-dire célibataire] ici, c'est pas évident. » Selon elle, « une femme accomplie au Togo, c'est une femme avec un homme, même si on a l'impression qu'on évolue ». Quand on lui demande si elle ne trouve personne d'intéressant, elle répond spontanément : « Non, je fais peur aux hommes », car « rares sont les hommes qui acceptent les femmes qui donnent l'impression d'avoir réussi ». Elle pense également que « Facebook ne [l]'aide pas beaucoup » : avec son entreprise et ses publications, beaucoup pensent qu'elle est « pleine aux as ». Elle dit subir une pression de sa famille pour se marier : « C'est tout le temps, j'en peux plus. » Au quotidien, les injonctions au mariage et à la maternité venant de l'entourage sont pesantes. Si l'on en juge par d'autres enquêtes incluant aussi des femmes divorcées, il semble que le célibat soit nettement plus mal perçu que la séparation ou le divorce. Dans l'échelle de la stigmatisation sociale, au Togo, le pire reste cependant de ne pas avoir d'enfant, quelle que soit la situation conjugale.

2. Une réussite qui stigmatise les femmes et soulève des préjugés

Les célibataires tardives sont touchées psychologiquement par les nombreux préjugés auxquels elles sont confrontées. Beaucoup de celles rencontrées à Lomé au cours de différentes enquêtes n'apprécient pas d'être injustement assimilées à des femmes « avec qui l'on couche, mais pas avec qui l'on se marie ». Elles déplorent d'être perçues comme de simples trophées par les hommes et comme des maîtresses d'hommes mariés par les autres femmes. Leur situation met ainsi en jeu des questions de réputation pour soi et pour sa famille qui compliquent parfois leur quotidien. Indépendantes financièrement, elles sont enclines à occuper seules (ou avec leurs enfants) un logement. Or, vouloir résider seule, sans mari ni présence d'un membre masculin de la famille, est un fait rare et socialement réprouvé. À Lomé, les femmes rencontrées déclarent avoir des problèmes avec les propriétaires de biens immobiliers, qui sont réticents à leur louer un appartement ou une maison dès lors qu'elles se présentent seules. Paradoxalement, alors qu'elles offrent d'excellentes garanties de solvabilité, signer un bail en leur nom propre relève de la gageure pour ces femmes actives⁽¹²⁾. Par ailleurs, le célibat devient également un handicap dans les affaires. La légitimité de la réussite professionnelle repose en grande partie sur la respectabilité acquise par le mariage. C'est ce que révèle le témoignage de Josiane, 30 ans, coordinatrice de programmes dans une importante ONG internationale, interrogée chez elle en 2015. Alors qu'elle préparait le concours pour obtenir ce poste, son frère l'a mise en garde. Elle raconte :

« J'avoue qu'au départ quand même je suis allée au concours, il y a mon jeune frère qui me disait : "Écoute, toi, tu n'es même pas mariée, c'est un poste de responsabilité ça. On ne va pas aller mettre une petite de trente ans là-bas qui n'est même pas mariée, immature pour diriger cette grande structure." »

Josiane ne se laisse cependant pas intimider et passe le concours avec succès. Par ses fonctions, elle est amenée à exercer une autorité sur de nombreux hommes, de tous les âges, et subit continuellement des remarques désobligeantes, car ces derniers ne considèrent pas son pouvoir légitime parce qu'elle est célibataire. Elle en témoigne en ces termes :

« Tout récemment, lors d'une mission à S., j'étais avec un collaborateur qui est allé jusqu'à me poser la question : "Eh ! Directrice, après il faut nous amener votre fiancé, on veut le connaître !" Et j'ai dit : "Ah ! C'est ce qu'on vous a demandé de faire ? Chercher à connaître le mari de la directrice ?" [Rires.] Alors c'est là que, après, je me suis dit : c'est vraiment une préoccupation pour eux, hein. Ils disent : "Non mais tu ne peux pas rester comme ça, tu ne peux pas." Pourquoi je ne peux pas rester comme ça ? Mais je me marierai, ça viendra, ça prendra le temps que ça doit prendre mais je me marierai. » (janvier 2015, Lomé).

(12) Ce phénomène observé également au Nigeria a fait l'objet d'un article sur BBC News Afrique (« Le combat des célibataires nigérianes pour louer une maison », 15 août 2018 ; <https://www.bbc.com/afrique/region-45197994> [consulté le 26 février 2024]).

Josiane se sent gênée dans son travail par son statut de célibataire et, comme beaucoup d'autres, souffre du fait que sa moralité soit mise en doute.

L'assimilation des femmes indépendantes à des personnes « libres » au sens de libérées sexuellement semble courante, selon Catherine Coquery-Vidrovitch (1994 [2013]). On la retrouve également dans les travaux de Lopez Aspeitia (2012) sur les ouvrières des usines situées à la frontière entre les États-Unis et le Mexique, ou dans ceux de Fatou Sarr (1998) sur les entrepreneures sénégalaises. Cette stigmatisation, associée à la réussite économique, n'est pas propre aux femmes célibataires, mais elle est renforcée par les représentations autour de la sexualité présumée de ces femmes sans mari. Les célibataires tardives sont perçues comme ayant des « maris de nuit » qui viennent les satisfaire pendant le sommeil. Des croyances attribuant leur succès économique à des pratiques magiques – croyances qui existaient déjà sur les Nana Benz, assimilées à des sorcières qui utilisaient des grigris en lien avec la divinité marine Mami Wata ou qui mettaient des fœtus dans des bocaux (Toulabor, 2012) –, viennent augmenter la crainte qu'elles provoquent. Ces idées reçues sur les femmes célibataires ayant réussi économiquement contribuent à éloigner les hommes. Elles participent donc au mécanisme du célibat prolongé, qui se trouve également renforcé par le fait que ces femmes ont des aspirations conjugales en décalage avec les pratiques habituelles. Quel homme peut avoir envie d'épouser une femme soupçonnée d'avoir un « mari de nuit » ou de pratiquer la sorcellerie pour prospérer, qui pense trop, au point « d'être compliquée », c'est-à-dire « pas béni-oui-oui » (expression qui revient souvent dans les entretiens), qui est rarement à la maison parce qu'elle travaille, qui n'est pas disponible pour cuisiner à son mari les plats qu'il a envie de manger et qui va parfois jusqu'à exiger de ce dernier qu'il participe aux tâches domestiques ? Concernant leur manque de disponibilité pour les travaux ménagers, on pourrait imaginer que ces femmes aisées financièrement sont en mesure de régler ce problème par un recours à de la main-d'œuvre domestique. Mais ce n'est qu'en partie le cas. Si certaines des entrepreneures interrogées emploient des domestiques pour les soulager, ce n'est pas le cas des femmes mariées, qui craignent que ces dernières utilisent la sorcellerie contre elles ou leurs enfants pour leur nuire (empoisonnement, rituels réalisés, sorts), ou qu'elles aient des relations sexuelles avec leur mari. Par ailleurs, beaucoup de maris n'acceptent pas que les domestiques se chargent de la cuisine. Le plus souvent, l'employée de maison coupe et prépare les condiments pour que l'épouse « n'ait plus qu'à » faire mijoter en rentrant. D'autre part, ce sont les femmes qui gèrent les enfants : elles les amènent et les ramènent de l'école, les font manger, les lavent, les préparent le matin, les occupent, les gardent quand le mari rentre tard... Les employées facilitent le quotidien, mais certaines tâches ne leur sont pas déléguées. Enfin, les maris attendent de leur épouse qu'elles soient à la maison quand ils rentrent le soir, ce qui implique que ces dernières rentrent tôt. Si les femmes mariées finissent par se plier à ces contraintes, les célibataires urbaines de nos enquêtes aspirent à trouver un mari plus investi dans la vie domestique et familiale.

3. Un idéal de mari trop atypique pour être trouvé ?

Parmi les cheffes d'entreprise rencontrées à Lomé, plusieurs imaginent le couple idéal comme un « partenariat » avec un homme « qui a de la réflexion ». La construction d'un « avenir ensemble » et d'une « vision commune » est un critère de sélection important. Akouvi, 28 ans, mère d'un enfant, qui dirige une agence de voyages, parle d'un « accompagnateur ». Son couple souhaité correspond à « deux personnes qui travaillent ensemble ». Elle se dit à la recherche d'un partenaire, c'est-à-dire d'un « soutien » à qui elle pourra accorder sa confiance, quelqu'un avec qui « elle peut parler en étant elle-même ». On retrouve aussi cette idée de soutien dans les propos de Sofia, 28 ans, entrepreneure dans la mode :

« Je me rappelle avoir rompu avec un jeune homme parce qu'il me disait : "Mais pourquoi tu en fais autant ? C'est trop", parce que pour lui c'était vraiment "il faut que tu viennes me faire à manger, j'ai envie d'avoir ma petite copine à la maison qui s'occupe de moi le soir". Je lui ai dit : "Mais non, je suis désolée mais non." Pas que j'aime pas le faire de temps en temps, mais faut pas me demander de faire ça tous les soirs, non. J'ai besoin de faire des choses que j'aime, quitte à sacrifier une relation amoureuse. J'ai surtout besoin que la personne avec qui je suis me soutienne vraiment, alors que lui, c'était pas ça. » (mars 2016, Lomé).

Le couple est pensé comme une entité reposant sur l'unité, la collaboration et l'amour. Ce dernier critère n'est certes pas l'apanage des jeunes générations (Attané, 2009), mais il semble que les jeunes urbains y soient particulièrement attachés, sous l'influence d'une exposition accrue aux médias occidentaux et à une culture populaire mondialisée (Werner, 2006 ; Calvès et N'bouké, 2018). L'enjeu pour les femmes très actives professionnellement est de faire accepter leur travail par l'homme avec lequel elles partageront leur vie. Josiane, déjà citée plus haut, l'exprime en ces termes :

« Ma prière est que j'ai un mari très compréhensif et qui s'intéresse à mes projets. D'autant plus que moi, je ferai miens ses projets. Je voudrais bien m'impliquer dans tout ce qu'il fait, son travail, l'aider et je veux qu'il fasse autant pour moi et qu'il s'implique dans mon travail, mes projets et que même si je rentre à vingt-trois heures, il ne va pas se fâcher, mais qu'il va peut-être cuisiner sachant que j'ai un appel à projet très urgent dont le délai est vraiment demain matin et que voilà quoi... Je le souhaite vivement mais, ... je ne sais pas. [Rires.] » (janvier 2015, Lomé).

Comme beaucoup de femmes rencontrées, Josiane voudrait avoir le droit de rentrer tard le soir si son travail l'impose – ce qui, au Togo, est habituellement perçu comme un affront. L'aspiration à trouver un mari compréhensif, à l'écoute des soucis de travail de son épouse et prêt à préparer le repas pendant qu'elle se concentre sur un dossier urgent, semble décalé par rapport aux pratiques locales qui valorisent plutôt une séparation des rôles au sein du couple, en particulier en ce qui concerne les repas (Adjamagbo *et al.*, 2016).

Finalement, la vision de l'amour exprimée par ces femmes, fortement investies dans leur activité professionnelle, parfois diplômées et de classe supérieure, conditionne leur organisation domestique idéale autour d'un partage plus égalitaire des responsabilités. Lena, une styliste de 27 ans, suggère que les dépenses du ménage soient assumées à égalité par les deux conjoints. Il est important pour elle qu'aucun rapport de dépendance économique ne s'installe. Elle précise aussi qu'il est « hors de question » que son futur mari ne fasse rien à la maison le soir, pendant qu'elle s'occupe de la préparation des repas et des enfants. Elle souhaite qu'il l'accompagne dans la cuisine, « au moins pour discuter » ou « l'assister », ce qui va à contre-courant des pratiques admises au Togo. L'idéal de couple auquel aspirent ces célibataires tardives à Lomé repose ainsi sur une logique de réciprocité à différents niveaux : professionnel, domestique, financier mais aussi sexuel. Certaines en effet, à rebours des pratiques courantes, ne trouvent pas normal qu'un mari aient des maîtresses et peuvent aller jusqu'à défendre, pour les femmes, le droit d'agir de la même manière. La tolérance qui prévaut en faveur de l'infidélité masculine, quand l'infidélité féminine est montrée du doigt, est perçue comme une forme d'injustice. C'est à l'annonce de ce point de vue que le compagnon d'une cheffe d'entreprise a décidé de ne pas s'engager plus avant dans la relation.

Dans le discours des célibataires, il y a souvent une ambivalence entre un célibat assumé au nom de la priorité donnée au travail – Aya, déjà citée plus haut, dit ainsi qu'elle préfère « rester seule plutôt qu'être mal accompagnée » – et un célibat tardif contraint. Le mariage n'est ni une priorité, ni une finalité pour les femmes qui occupent un emploi. Céline, 30 ans, entrepreneure dans l'agro-alimentaire, en parle même comme d'une « dictature » :

« Quand mon ex-copain m'a approchée pour parler de mariage, j'ai dit : "Ah, vous savez, votre dictature-là, moi non, je ne suis pas pressée pour le mariage." Malheureusement pour ma mère qui me dit : "Faut te marier, faut te marier", on me bassine avec ça tout le temps ! Moi j'ai toujours dit, je ne suis pas pressée pour le mariage. C'est pas juste pour se marier en fait. Moi je veux construire un avenir ensemble, je veux pas juste me marier pour dire que j'ai fait une belle cérémonie. On sait maintenant que je m'appelle Madame X, que je suis dans la maison de quelqu'un, que je fais des enfants, et puis quoi ? Et puis quoi ? Si tu fais des enfants et à la fin ils sont tous des tarés, ils n'arrivent pas à évoluer dans la vie, à quoi ça aura servi d'avoir des enfants ? Faut pas juste se marier pour rester dans la maison avec un homme. Faut se marier parce qu'on veut construire quelque chose, qu'on a une vision commune. Quand je dis ça à ma grand-mère, tu sais ce qu'elle me dit ? "Tu es trop allée à l'école." Je dis "Non mémé !", et elle enchaîne "Faut te marier !" » (mai 2016, Lomé).

L'idéal de réussite sociale de nombreuses femmes à Lomé, à l'instar de Céline, repose sur plusieurs statuts à atteindre : celui de la bonne travailleuse, de la bonne mère et de la bonne épouse, qui saura s'organiser pour concilier travail

et soin familial. On retrouve cette conjonction d'objectifs chez des femmes de milieux sociaux moins favorisés, qui cherchent à avoir une activité rémunérée afin de garantir leur autonomie économique, tout en répondant aux attentes genrées passant par la prise en charge quotidienne (en temps et organisation) des repas, de la maison, des enfants et du mari. Si beaucoup de célibataires, à Lomé, relativisent l'urgence du mariage et l'envisagent comme un diktat, leur retard sur les étapes conventionnelles de la vie relationnelle les inquiète et elles songent à se marier à terme. La plupart de ces femmes voient dans ce changement de situation non pas une finalité en soi ni l'accomplissement de quelque chose d'important pour elle, mais comme le moyen d'avoir « enfin la paix ».

Bien sûr, il leur est possible de retarder le mariage, car elles aident financièrement leurs familles. Si elles sont critiquées pour leur célibat, il y a aussi une certaine compréhension par rapport à leur activité professionnelle. Des rapports de dépendance économique jouent aussi : les filles ou nièces qui soutiennent la famille sont des aides précieuses. Elles sont donc perçues comme des femmes battantes sachant faire preuve de solidarité. D'autre part, certaines peuvent éviter le mariage, car elles sont dans une configuration familiale atypique : une mère décédée, un père absent ou une rupture avec le reste de la parenté. Parmi les entrepreneures rencontrées, seule Aya dit qu'elle ne veut pas se marier, car « elle est trop libre et que le mariage, c'est une prison ». Elle cite le cas d'une amie qui a peiné plusieurs années pour que son mari accepte le divorce. Elle préfère « pouvoir quitter à tout moment » la relation si elle en a une. Mais elle peut se permettre de rester célibataire, parce que son père vit à l'étranger, qu'elle prend en charge sa mère avec laquelle elle habite et qu'elle n'a aucun contact avec le reste de la parenté vivant au Togo. Son père n'a pas été très présent pour sa mère et pour elle. Elle est en quelque sorte préservée du regard de sa famille. C'est aussi le cas de Lena, qui vit seule avec sa mère, avec qui elle a une relation « fusionnelle ». Elles travaillent ensemble et ont souffert toutes les deux d'avoir été abandonnées, ce qui est un frein au mariage de Lena.

IV. Des histoires d'amour qui finissent mal...

Le statut de femme indépendante, perçu comme une menace pour les hommes, aboutit souvent à des formes de non-engagement de leur part. De nombreuses femmes toujours célibataires autour de 30 ans ont fait l'expérience d'un revirement brutal chez des partenaires avec qui elles pensaient se marier.

1. Des retournements de situation soudains

Les cas de couples qui, au bout d'une période de fréquentation plus ou moins longue, avec ou sans cohabitation, se séparent sans jamais avoir procédé à aucune formalisation de leur union sont fréquents. Parfois, les familles se sont rencontrées au cours d'une visite formelle (appelée « le premier pas ») du futur mari à

la belle-famille. Cette première étape de l'union débouche dans certains cas sur la naissance d'enfants laissés à la charge des mères. C'est le cas d'Hélène, 38 ans, cadre dans un ministère, qui a vécu plusieurs mois avec un homme dans un petit logement en centre-ville. L'homme avait promis de l'épouser dès qu'il aurait assez d'argent pour la dot⁽¹³⁾. Il travaillait depuis peu et prétendait vouloir attendre d'avoir suffisamment d'argent pour demander sa main à ses parents ; mais Hélène, qui était alors âgée de 36 ans, a appris qu'elle était enceinte et a souhaité accélérer le mariage. À l'annonce de sa grossesse, son conjoint a changé d'attitude à son égard : il a décidé de la quitter et lui a annoncé qu'il avait une autre compagne qu'il comptait épouser. Au moment de l'entretien, Hélène est cheffe de ménage et occupe déjà son poste de cadre. Elle vit seule avec son fils et une jeune fille qui prend soin de ce dernier quand elle n'est pas là. Elle dit :

« Le papa de mon enfant, ça fait presque deux ans qu'il n'a pas vu son fils. Il ne sait même pas comment il a grandi et tout ça. Il ne cherche même pas à le voir. » (janvier 2015, Lomé).

L'abandon, par le père de l'enfant, de ses responsabilités paternelles lui a laissé peu d'illusion sur le mariage. Quand on lui demande si elle envisage de se marier un jour, elle répond :

« Les opportunités, ça ne manque pas mais je n'ai pas encore décidé. Je me cherche. La plupart des cas [avec mes partenaires] on n'envisage pas le mariage, c'est juste une relation. »

Les femmes comme Hélène vivent leurs relations avec un sentiment d'occasions manquées qui les laissent amères. Cependant, ce sont elles aussi qui font parfois le choix de rompre. C'est le cas de Rachel, 40 ans, qui a eu une relation de deux ans avec un homme employé dans une entreprise de bâtiment. Elle travaillait comme chargée de projet dans une ONG. Au bout d'un an, ils ont envisagé de se mettre en ménage, mais lui s'est montré peu enclin à se comporter « comme un homme », c'est-à-dire comme quelqu'un de responsable sur le plan économique. Rachel a préféré mettre un terme à leur relation. Elle rappelle le modèle de la division sexuelle du travail qui prédomine en principe :

« Si je comprends bien la vie de couple, l'homme est le chef. C'est lui qui doit prendre la femme en charge. Mais celui avec qui j'étais, là, il attend toujours, il attend toujours de moi, il attend toujours parce qu'il vient [chez moi] et il voit que j'ai tout ce dont j'ai besoin. Parce que je travaille et que je me prends en charge, je prends en charge la nourriture, tout ça. Alors lui, rarement, il me donne quelques sous. Et quand on se voit le week-end, là tu sais que c'est toi qui vas tout dépenser. » (février 2015, Lomé).

(13) Au Togo, la dot est versée par le futur époux à la famille de la femme. Son contenu varie selon les familles, mais se compose généralement de pagnes, de bijoux, de sacs, de chaussures, de bouteilles d'alcool et d'argent. Si le code de la famille togolais la désigne comme symbolique, elle est en réalité de plus en plus ardue à constituer pour les hommes, ce qui retarde leur entrée en union.

Rachel se sent spoliée par son partenaire qui, sous prétexte qu'elle gagne sa vie et peut subvenir à ses dépenses, ne témoigne aucune prédisposition à assumer des responsabilités dans la famille. Dans ces conditions, elle préfère renoncer au mariage avec lui. Pour elle, et même si ses revenus le lui permettent, la perspective de tout assumer financièrement lui paraît inacceptable. Elle justifie la rupture en ces termes :

« Ça valait mieux que je me retire. Je préfère aller avec quelqu'un qui peut au moins partager cette grande responsabilité qui est de payer le loyer, le courant, les frais de consommation d'eau. Qu'il agisse vraiment comme un mari et que carrément il accepte de répartir son salaire pour couvrir nos besoins et pour ne pas avoir des problèmes. »

Rachel n'est pas prête à se marier à n'importe quel prix. Son renoncement est sans appel :

« Là, je préfère être heureuse seule pour le moment, pour voir si Dieu m'aidera à trouver quelqu'un qui peut me combler. »

Toutes les femmes interrogées disent confier leur destin matrimonial à Dieu, mais elles sont méfiantes par rapport aux hommes, qu'elles décrivent comme étant de plus en plus irresponsables, car ils ne donnent plus les garanties qu'ils sauront assumer des dépenses à l'avenir.

2. Des retournements qui reflètent une plus grande liberté individuelle par rapport aux familles ?

Ces occasions ratées semblent refléter une évolution dans la formation des unions, marquée par une implication moindre des familles et qui engendre plus de souplesse dans l'engagement des partenaires. Les couples en union libre sont généralement plus instables et moins durables (Gnoumou Thiombiano, 2017, p. 102), car ils n'ont pas fait l'objet d'une reconnaissance, laquelle passe par la visite du premier pas de l'homme dans la famille de sa future épouse et par la remise de la dot. En cas de déni de paternité ou de conflit entre les conjoints, la parenté ne peut jouer son rôle habituel de médiation dans la recherche d'une solution pour éviter la séparation.

La plus grande liberté dans le choix du ou de la partenaire et dans le fonctionnement du couple (concubinage de plus en plus accepté, par exemple) résulte probablement de la crise économique et d'une plus grande précarisation sociale (Thiriart, 1999). La vie urbaine, l'accès à l'école, l'emploi hors de la famille et l'accès aux médias favorisent également l'acquisition d'une certaine autonomie. Cependant, celle-ci s'accompagne de plus d'incertitudes concernant l'engagement à long terme des personnes impliquées dans une relation amoureuse. En outre, ces occasions manquées de mariage révèlent les enjeux liés à l'indépendance financière des femmes face à une précarisation grandissante des hommes, qui ne peuvent donc plus assumer le rôle de pourvoyeur de revenus pour la famille. La réussite économique des femmes est souhaitée par les

hommes, car elle les soulage de la charge financière qui pèse sur eux, mais elle inquiète aussi les postulants au mariage, qui craignent de se voir concurrencés dans leur statut de chef de ménage.

Aya formule ainsi ce paradoxe :

« Les hommes rentrent dans la relation et après se demandent s'ils vont pouvoir gérer, dans le sens où [ils se demandent] "est-ce que cette femme c'est mon calibre?". Ils se demandent s'ils pèsent dans la balance par rapport à la femme. »

Elle précise que l'argent n'est pas seul en jeu : « peser » signifie aussi avoir une forme de prestige par son travail. Selon elle, « des hommes, quand ils te voient, ils se disent : "Ah mais cette femme, je peux pas la gérer." » Pouvoir « gérer » une femme, c'est être à la hauteur de son niveau de vie et être ainsi en mesure de lui imposer des choses (de la contrôler). Cela signifie aussi qu'on est capable de « jouer dans la même cour » en termes de prestige social. Isabelle, par exemple, précise qu'elle fait peur aux hommes à cause de « son attitude », de sa confiance en elle, même si ses revenus sont faibles certains mois. Ainsi, de nombreuses femmes sont célibataires après 30 ans, car elles sont perçues comme ne pouvant être « gérées ».

3. Avoir un enfant pour se libérer d'au moins une injonction

Avoir un enfant permet aux femmes célibataires tardives d'honorer les attentes de genre. Cet aspect est clairement identifié dans les entretiens. Sofia, entrepreneure célibataire de 28 ans, sans enfant, fait état d'une remarque revenant régulièrement dans son entourage. Ses tantes et ses oncles en particulier lui disent : « Si tu ne veux pas te caser, ok, mais fais-nous au moins un enfant. » Cette injonction au mariage et à la maternité, Solange, 35 ans, ancienne hôtesse de l'air reconvertie dans le commerce, la subit souvent elle aussi. Célibataire, mère d'un enfant, elle vit chez ses parents afin de pouvoir se consacrer pleinement à ses activités qui l'amènent à voyager beaucoup. Son témoignage est très parlant :

« Depuis je dirais que j'ai 30 ans, chaque année on m'appelle, on me dit : "Tu vieillis, qu'est ce qui se passe ? Marie-toi ! Présente-nous quelqu'un !" Mais je leur dis : "Je veux bien mais je n'ai pas trouvé. La personne que je vais venir vous présenter, je ne l'ai pas trouvée." Et il fut un moment même où on m'a dit : "Bon tu sais, comme tu n'as personne, bon le père de ton enfant, essaie de faire un deuxième enfant avec lui, comme ça au moins tu auras deux enfants." » (mars 2018, Lomé).

Pour Solange, qui n'a jamais été mariée au père de son fils et n'a jamais vécu avec lui, cette éventualité lui paraît incongrue. Son exemple montre que, de toute évidence, l'accession au mariage d'une fille qu'ils jugent « vieillissante » est une préoccupation forte pour les parents. Ils tentent de négocier le respect *a minima* des rôles socialement attendus d'une jeune femme, en lui proposant

la maternité comme un moyen de racheter sa non-conformité à la norme matrimoniale. Dans le cas de Solange, sa situation maritale demeure « passable », car elle est mère. La maternité lui permet de vivre plus facilement hors mariage que les célibataires sans enfant. Pour ces dernières, qui approchent, ont ou dépassent la trentaine, la pression sociale se durcit. Des suspicions d'homosexualité – l'affront ultime – viennent compliquer la situation dans quelques cas.

V. Discussion et conclusion

Plusieurs recherches qualitatives récentes menées à Lomé indiquent que de nombreuses femmes trentenaires n'ont jamais été mariées. Partant de ce constat, cet article décrit la tendance statistique de ce phénomène. On note ainsi, depuis la fin des années 1980, une augmentation du célibat tardif féminin qui concerne davantage les diplômées du supérieur que les autres catégories. Certes, le prolongement de la scolarisation des filles est un élément important pour expliquer cette hausse. Cependant, la démarche qualitative montre par ailleurs que l'autonomie financière des femmes rend plus difficile leur mariage dans un contexte économique et social où les hommes ne sont plus à même d'assurer leur rôle traditionnel de pourvoyeurs des revenus du ménage. L'autonomie économique des femmes n'est pas nouvelle, mais ce qui a changé, c'est qu'elles participent à présent – voire assument – les dépenses du foyer. La plupart ont donc pour elles la réussite par l'argent, mais aussi par l'école. Les célibataires tardives interrogées et suivies pour cette étude ont toutes fait des études secondaires ou sont diplômées du supérieur, et elles ont un emploi, une entreprise ou une activité rémunératrice qui leur permet de se prendre en charge seule. Elles ont en commun d'avoir une activité professionnelle qui les amène à être très peu chez elles. La plupart sont de classe moyenne ou supérieure de la société. Certaines ont des revenus modestes, mais rejoignent celles de milieux plus favorisés en ce qu'elles ne dépendent d'aucun homme sur le plan économique.

Le célibat tardif des femmes est favorisé à Lomé, où la non-conformité aux normes dominantes de la famille (se marier, avoir des enfants, corésider, etc.) est tolérée pendant un certain temps et sous certaines conditions. En effet, si on compare Lomé à d'autres villes d'Afrique de l'Ouest en ce qui concerne les configurations familiales rares, comme la monoparentalité, les femmes, à âge égal, sont plus souvent en situation de monoparentalité dans la capitale du Togo (17,2 % des femmes de 15 à 49 ans en 2013) qu'à Ouagadougou, par exemple (9,5 % en 2010) (Delaunay *et al.*, 2018, p. 76). Bilampoa Gnoumou Thiombiano (2017, p. 110) montre par ailleurs que la probabilité de divorce était plus élevée à Lomé qu'à Ouagadougou entre 2000 et 2012⁽¹⁴⁾. Les écarts à la norme semblent mieux acceptés dans la capitale togolaise que dans la capitale burkinabé. Il est

(14) Données les plus récentes à notre connaissance.

même possible de trouver, à Lomé, des couples mariés qui n'habitent pas sous le même toit, ce qui est presque impossible dans la capitale du Burkina Faso. En outre, les Loméennes peuvent compenser en partie une non-conformité à la norme du mariage par le respect d'une autre attente sociale associée à la féminité : la maternité. Pour le Burkina Faso à l'inverse, Fatoumata Ouattara et Katerini Storeng (2008) soulignent que, paradoxalement, si la fécondité y est valorisée, la grossesse avant le mariage y est fermement désapprouvée. C'est moins le cas à Lomé, même si cette situation demeure mal vue. La société togolaise, en particulier dans la capitale, se révèle plus permissive en matière de sexualité et de naissances prénuptiales. Faire preuve de sa fertilité est important pour la reconnaissance sociale (Thiriat, 1998).

Dans un tel contexte, cette recherche montre qu'une catégorie de femmes, qui sont de plus en plus nombreuses à présenter les mêmes caractéristiques (scolarisées, autonomes économiquement et surtout, participant financièrement aux charges de la famille élargie), se marient tardivement, car elles aspirent à d'autres formes de réalisation sociale avant et en plus du mariage. L'article contribue ainsi à éclairer la manière dont une partie des jeunes femmes, en milieu urbain, reconfigurent leurs priorités en mettant au second plan, au moins pendant un temps, le mariage. Cependant, celles qui ne veulent pas se marier, et qui ne le font pas, restent rares. Les entretiens révèlent que beaucoup d'entre elles souhaiteraient se marier par adhésion au principe de cette forme d'union, mais aussi pour se conformer à la norme et gagner ainsi en tranquillité. Ces actrices sociales aspirent au mariage et à l'enfantement à la fois par « désir pour » et par « besoin de », au regard des attentes sociales (Vampo et Ouattara, 2023). Les célibataires suivies dans cette étude ne sont donc ni tout à fait à la marge, ni tout à fait dans la norme, ce qui invite à penser la liminalité entre la norme et la marge (*ibid.*). Quelle part du célibat est assumée ? La question se pose au regard du fait que les trajectoires recueillies ne montrent pas de choix délibéré chez ces femmes. En outre, si elles prennent de la distance par rapport au mariage, les données empiriques soulignent que l'absence de mariage demeure douloureuse en raison des pressions de l'entourage (famille, amis, voisinage) pour se conformer à la norme.

Les célibataires tardives rencontrées ne sont pas hostiles à la norme du mariage, mais il est clair qu'elles en ont une vision critique, redoutant qu'il soit difficilement compatible avec leur activité professionnelle. Sachant la manière dont cette dernière dérange les prétendants en attente d'épouses en mesure de participer aux dépenses du foyer, mais qui doivent demeurer largement disponibles pour la famille, et pour leur conjoint en particulier, elles retardent le mariage afin de se consacrer d'abord à leur travail. Le contexte économique l'impose, ainsi que la nécessité pour elles de se sécuriser en tant que femme afin ne pas dépendre d'un homme. Elles sont en effet conscientes que les rapports de pouvoir se jouent dans cette dépendance. Leur volonté d'autonomie, notamment financière, dans un contexte social où les conditions

de vie et d'emploi des hommes se détériorent, complexifie l'entrée en union de femmes. Le statut de « femmes indépendantes », associé à des croyances et à une vision négative des femmes célibataires, est au cœur des enjeux autour de l'allongement du célibat féminin. L'analyse révèle ainsi toute la complexité du lien entre le statut économique, les représentations sociales sur les femmes « ayant réussi » ou simplement autonomes (financièrement, dans leur mobilité et dans le fait de pouvoir penser par elles-mêmes et de donner leur avis) et le statut matrimonial. D'un côté, il y a une volonté collective de préserver les normes sociales liées au mariage et à la division genrée du travail, avec l'idée que l'homme est le principal pourvoyeur des besoins du ménage. De l'autre, en pratique, le dynamisme économique des femmes, leur participation aux dépenses du foyer et un contexte économique dégradé remettent en cause ce modèle. On observe alors une tension autour du travail des femmes et de leur contribution financière au sein du ménage. Au-delà d'un simple ébranlement des fonctions genrées dans le couple, la participation financière des femmes est le signe d'une autonomie plus globale qui met en danger le socle de la domination masculine.

Le report du mariage par les femmes relativise le poids de cette institution dans la manière d'exister au monde. Le fait que des femmes se marient plus tardivement pour se consacrer à d'autres priorités atteste qu'elles se projettent dans un autre rôle que celui d'épouse et de mère. En pratique, leur prise de distance par rapport aux exigences de genre, au moment où les hommes ont plus de difficultés à y répondre, déstabilise l'ordre établi. En cela, le vécu des femmes interrogées ici révèle que les normes et les pratiques sont en train de changer. Il témoigne de l'émergence de nouveaux possibles peu compatibles avec le mariage et la division sexuelle en place, qui confèrent aux femmes la quasi-totalité des responsabilités domestiques, parentales et – de plus en plus – économiques. Le célibat de ces femmes « ayant réussi » est une réponse directe au fait qu'elles déstabilisent les normes de genre. Si les hommes sont nombreux « à se chercher » (à trouver leur voie, un travail, construire une famille) du fait de la situation économique compliquée en ville, les femmes s'en sortent souvent mieux sur le plan financier. Les hommes sont donc privés de leur champ habituel de responsabilités. C'est bien dans ce contexte de « crise de la masculinité » qu'il faut saisir le célibat tardif féminin à l'étude ici. En effet, les femmes rencontrées pour l'enquête s'en sortent bien économiquement ; de ce fait, même si elles n'ont pas encore de foyer, elles ont réussi sur un pan de la vie sociale. Pour les hommes en revanche, il est de plus en plus difficile de ne pas être en « échec » sur tous les plans et donc de répondre aux attentes qui pèsent sur eux, notamment en ce qui concerne la prise en charge financière de la famille. C'est ce qui apparaît en creux dans le vécu de ces femmes célibataires.

En somme, les femmes interrogées à Lomé dans le cadre d'enquêtes successives ne parviennent pas à se marier car, comme elles l'expriment, elles font « peur aux hommes ». Ces derniers ne sont pas prêts à avoir des épouses dont

l'autonomie économique menace un ordre patriarcal fondé sur l'ascendant financier des hommes. Ainsi, de nombreuses femmes sont célibataires tardives par « excès d'indépendance ». Il y a donc matière à explorer davantage les transformations concernant les vécus féminins, mais aussi à interroger les masculinités au regard du fait que des prérogatives qui leur étaient réservées en priorité, comme la prise en charge financière du foyer, sont de plus en plus souvent endossées par les femmes. On peut se demander si ces femmes qui vivent « à la marge » du mariage vont faire bouger les lignes de genre. Enfin, cette enquête ouvre des perspectives pour une comparaison avec le célibat tardif masculin à Lomé, qui va souvent de pair, à l'inverse des femmes, avec un défaut d'autonomie économique (Vampo et Ouattara, 2023).



ANNEXES

Annexe 1. Profil des femmes célibataires interviewées

Pseudonyme	Âge	Nombre d'enfants	Religion	Niveau d'étude	Origine ethnique	Profession
Enquête 1 FAGEAC						
Blandine	37 ans	1	Catholique	Bac + 4	Ifé	Sociologue consultante
Hélène	38 ans	1	Catholique	Bac + 5	Losso	Cadre dans un ministère
Josiane	30 ans	0	Catholique	Bac + 5	Kabié	Directrice de projet dans une ONG internationale
Justine	32 ans	0	Pentecôtiste	BEPC	Kabié	Commerce de friperie
Maguy	31 ans	0	Pentecôtiste	Bac + 4	Ewé	Journaliste
Michèle	31 ans	2	NP	Bac + 2	Kotocoli	Bibliothécaire
Rachel	40 ans	0	Protestante	Bac + 2	Mina	Secrétaire dans un établissement privé de formation
Sidonie	34 ans	1	NP	BEPC	Losso	Secrétaire dans une entreprise privée
Solange	35 ans	1	NP	BTS	Ewé	Ancienne hôtesse de l'air reconvertie dans le commerce
Enquête 2 ethnographique entrepreneuriat						
Akouvi	28 ans	1	NP	Bac + 3	Mina	Entrepreneure (agence de voyages)
Akwa	27 ans	0	Catholique	Bac + 5	Mina	Entrepreneure (artisanat, décoration)
Agnelé	28 ans	0	Sans religion	Bac	Mina	Entrepreneure (école de danse)
Aya	29 ans	0	Pentecôtiste	Bac + 3	Ewé	Entrepreneure (coiffure, bien-être)
Céline	30 ans	0	NP	Bachelor (États-Unis)		Entrepreneure (agroalimentaire)
Claire	32 ans	2	Catholique	BTS	Mina par mère, peule sénégalaise par père	Entrepreneure (agence de voyages)
Delali	38 ans	1	Catholique	Bachelor (États-Unis)	Mina	Entrepreneure (pagnes, immobilier)
Denise	42 ans	1	Protestante	Bac + 2	Mina	Entrepreneure (cadeaux d'affaires)
Lena	27 ans	0	Catholique	Bac + 3	Mina	Entrepreneure (stylisme)
Sofia	28 ans	0	Catholique	Bac + 5	Mina	Entrepreneure (mode)

Autre cas de femmes interviewées dans l'enquête 2 et mobilisé dans l'article :

Nadine (Mariée, en cours de divorce)	42 ans	2	Catholique	Bac + 5	Mina	Entrepreneure (pagnes, produits de puériculture, événementiel)
--------------------------------------	--------	---	------------	---------	------	--

**Annexe 2. Proportions de célibataires, pondérées et non pondérées,
écart-types et intervalles de confiance selon le groupe d'âges
et le milieu de résidence pour chaque enquête disponible**

	Effectifs	Proportions pondérées*	Proportions non pondérées	Écart type	Intervalle de confiance 95 %	
Togo						
EDS 1988						
30-34 ans	479	2,3	2,3	0,7	1,2	4,1
35-39 ans	370	1,1	1,1	0,5	0,3	2,7
40-44 ans	263	0,4	0,4	0,4	0,0	2,1
45-49 ans	243	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5
EDS 1998						
30-34 ans	1 328	2,4	2,0	0,4	1,3	2,9
35-39 ans	1 072	1,1	0,9	0,3	0,4	1,7
40-44 ans	721	0,5	0,3	0,2	0,0	1,0
45-49 ans	653	0,3	0,5	0,3	0,1	1,3
EDS 2013						
30-34 ans	1 524	5,1	4,9	0,6	3,9	6,1
35-39 ans	1 379	2,7	2,5	0,4	1,8	3,5
40-44 ans	962	1,5	1,4	0,4	0,7	2,3
45-49 ans	855	1,3	1,1	0,3	0,5	2,0
MICS 2017						
30-34 ans	1 074	8,0	7,4	0,8	6,0	9,2
35-39 ans	1 012	3,1	3,2	0,6	2,2	4,4
40-44 ans	783	2,3	2,2	0,5	1,3	3,5
45-49 ans	606	3,0	2,5	0,6	1,4	4,0
Lomé						
EDS 1988						
30-34 ans	106	4,9	4,7	2,1	1,5	10,7
35-39 ans	83	2,9	2,4	1,7	0,3	8,4
40-44 ans	43	2,6	2,3	2,3	0,1	12,3
45-49 ans	40	0,0	0,0	0,0	0,0	8,8
EDS 1998						
30-34 ans	213	7,3	7,5	1,8	4,4	11,9
35-39 ans	156	4,2	4,5	1,7	1,8	9,0
40-44 ans	100	1,2	1,0	1,0	0,0	5,4
45-49 ans	79	0,0	0,0	0,0	0,0	4,6
AEMU 2012						
30-34 ans	103	-	8,7	2,8	4,1	15,9
35-39 ans	65	-	3,1	2,1	0,4	10,7
40-44 ans	68	-	8,8	3,4	3,3	18,2
45-49 ans	52	-	11,5	4,4	4,4	23,4
EDS 2013						
30-34 ans	402	11,0	12,4	1,6	9,4	16,1
35-39 ans	313	6,0	6,4	1,4	3,9	9,7
40-44 ans	204	3,2	2,9	1,2	1,1	6,3
45-49 ans	141	2,5	2,8	1,4	0,8	7,1
MICS 2017						
30-34 ans	172	19,4	17,4	2,9	12,1	23,9
35-39 ans	155	5,5	6,5	2,0	3,1	11,5
40-44 ans	115	6,0	6,1	2,2	2,5	12,1
45-49 ans	83	5,4	6,0	2,6	2,0	13,5

Annexe 2 (suite). Proportions de célibataires, pondérées et non pondérées, écart-types et intervalles de confiance selon le groupe d'âges et le milieu de résidence pour chaque enquête disponible

	Effectifs	Proportions pondérées*	Proportions non pondérées	Écart type	Intervalle de confiance 95 %	
Autres sites urbains						
EDS 1988						
30-34 ans	48	0,0	0,0	0,0	0,0	7,4
35-39 ans	29	0,0	0,0	0,0	0,0	11,9
40-44 ans	25	0,0	0,0	0,0	0,0	13,7
45-49 ans	23	0,0	0,0	0,0	0,0	14,8
EDS 1998						
30-34 ans	223	1,6	1,8	0,9	0,5	4,5
35-39 ans	172	0,6	0,6	0,6	0,0	3,2
40-44 ans	132	1,9	0,8	0,8	0,0	4,1
45-49 ans	119	1,8	2,5	1,4	0,5	7,2
EDS 2013						
30-34 ans	195	4,3	4,6	1,5	2,1	8,6
35-39 ans	158	2,9	3,2	1,4	1,0	7,2
40-44 ans	128	1,0	1,6	1,1	0,2	5,5
45-49 ans	102	0,0	0,0	0,0	0,0	3,6
MICS 2017						
30-34 ans	281	8,9	10,7	1,8	7,3	14,9
35-39 ans	247	3,7	5,3	1,4	2,8	8,8
40-44 ans	188	2,9	3,7	1,4	1,5	7,5
45-49 ans	149	4,0	3,4	1,5	1,1	7,7
Zones rurales						
EDS 1988						
30-34 ans	325	1,8	1,8	0,7	0,7	4,0
35-39 ans	258	0,8	0,8	0,5	0,1	2,8
40-44 ans	195	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9
45-49 ans	180	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0
EDS 1998						
30-34 ans	892	1,1	0,8	0,3	0,3	1,6
35-39 ans	744	0,4	0,3	0,2	0,0	1,0
40-44 ans	489	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8
45-49 ans	455	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8
EDS 2013						
30-34 ans	927	1,9	1,7	0,4	1,0	2,8
35-39 ans	908	1,1	1,1	0,3	0,5	2,0
40-44 ans	630	0,8	0,8	0,4	0,3	1,8
45-49 ans	612	1,2	0,8	0,4	0,3	1,9
MICS 2017						
30-34 ans	621	3,5	3,2	0,7	2,0	4,9
35-39 ans	610	1,9	1,5	0,5	0,7	2,8
40-44 ans	480	1,1	0,6	0,4	0,1	1,8
45-49 ans	374	1,9	1,3	0,6	0,4	3,1
* Pondérations non disponibles pour AEMU.						
NP : Non précisé						
Note : Calcul des auteur-es.						

RÉFÉRENCES

- ADJAMAGBO A., ANTOINE P., BÉGUY D., DIAL B. 2006. *Comment les femmes concilient-elles mariage et travail à Dakar et à Lomé?* (Document de travail DIAL, DT-2006-04).
- ADJAMAGBO A., ANTOINE P., TOUDEKA M. R., KPADONOU N., ÉQUIPE FAGEAC. 2014. Mise en couple et devenir des unions : comparaison de deux capitales ouest-africaines, Cotonou et Lomé (communication au colloque Trajectoires et âges de la vie, AIDELF, 26-29 mai 2017).
- ADJAMAGBO A., GASTINEAU B., KPADONOU N. 2016. Travail-famille : un défi pour les femmes à Cotonou. *Recherches féministes*, 9(2), 17-41. <https://doi.org/10.7202/1038719ar>
- ANTOINE P., DJIRE M. 1998. Un célibat de crise ? In Philippe A., Ouédraogo D., Piché V. (dir.), *Trois générations de citadins au Sahel : trente ans d'histoire sociale à Dakar et à Bamako* (p. 117-145). L'Harmattan.
- ANTOINE P., NANITELAMIO J. 1990. *La montée du célibat féminin dans les villes africaines. Trois cas : Pikine, Abidjan et Brazzaville*. Ceped.
- ANTOINE P., RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F. 2001. *Contraints de rester jeune ? Évolution de l'insertion dans trois capitales africaines : Dakar, Yaoundé, Antananarivo* (Documents de travail DIAL, DT-2001-08).
- ASPEITIA L. L. 2012. Les limites de l'émancipation : expériences ouvrières à la frontière Mexique-États-Unis. *Autrepart*, 61(2), 41-57. <https://doi.org/10.3917/autr.061.0041>
- ATTANÉ A. 2007. Choix matrimoniaux : le poids des générations. L'exemple du Burkina Faso. In Philippe A. (dir.), *Les relations intergénérationnelles en Afrique : approche plurielle* (p. 167-195). Ceped.
- ATTANÉ A. 2009. Quand la circulation de l'argent façonne les relations conjugales : l'exemple des milieux urbains au Burkina Faso. *Autrepart*, 49(1), p. 155-171. <https://doi.org/10.3917/autr.049.0155>
- BÉGUY, 2007. *L'effet du travail féminin sur la fécondité à Dakar (Sénégal) et à Lomé (Togo)*. Ceped.
- BERG-CROSS L., SCHOLZ A.-M., LONG J., GRZESZCYK E., ROY A. 2004. Single Professional Women: A Global Phenomenon Challenges and Opportunities. *Journal of International Women's Studies*, 5(5), 34-59.
- BERGSTRÖM M., VIVIER G. 2020. Vivre célibataire : des idées reçues aux expériences vécues. *Population et Sociétés*, 584, 1-4. <https://doi.org/10.3917/popso.584.0001>
- BONNET D., DUCHESNE V. 2016. *Procréation médicale et mondialisation. Expériences africaines*. L'Harmattan.
- CALVÈS A.-E., DIAL F. B., MARCOUX R. (dir.). 2018. *Nouvelles dynamiques familiales en Afrique*. Presses de l'Université du Québec.
- CALVÈS A.-E. 2007. Trop pauvre pour se marier ? *Population*, 62(2), 339-359. <https://doi.org/10.3917/popu.702.0339>

- CALVÈS A.-E., N'BOUKÉ A. 2018. Le mariage, l'union libre et le nouveau contexte de formation de la famille à Ouagadougou. In Calvès A.-E., Dial F. B., Marcoux R. (dir.), *Nouvelles dynamiques familiales en Afrique* (p. 243-263). Presses de l'Université du Québec.
- CHANT S. 2011. The 'Feminization of Poverty' and the 'Feminization' of Anti-Poverty Programmes: Room for Revision? In Visvanathan N., Duggan L., Nisonoff L., Wiegersman N. (dir.), *The women, gender and development reader* (p. 174-196). Zed Books (2nd edition).
- COQUERY-VIDROVITCH C. 2013 [1994]. *Les Africaines. Histoire des femmes d'Afrique subsaharienne du XIX^e au XX^e siècle*. La Découverte.
<https://doi.org/10.3917/dec.coque.2013.02>
- CORDONNIER R. 1987 [1982]. *Femmes africaines et commerce. Les revendeuses de tissu de la ville de Lomé (Togo)*. L'Harmattan.
- DELAUNAY V., ADJAMAGBO A., OUÉDRAOGO A., ATTANÉ A., OUÉDRAOGO S. 2018. Monoparentalité en Afrique : une réalité complexe. Analyse comparative Bénin, Burkina Faso et Togo. In Sanderson J.-P., Oris M. (dir.), *Familles en transformation. Quand les modes de construction familiale se réinventent* (p. 1-23). AIDELF.
- GNOMOU THIOMBIANO B. 2017. Union breakdown in West African cities: The cases of Ouagadougou and Lomé. *Demographic Research*, 37, 101-128.
<https://doi.org/10.4054/DemRes.2017.37.5>
- HERTRICH V., PILON M. 1997. Transitions de la nuptialité en Afrique (EAPS International Conference, Poland, 11-13 juin 1997).
- HERTRICH V. 2007a. Le mariage, quelle affaire ! Encadrement social et privatisation de l'entrée en union en milieu rural malien. *Sociologie et Sociétés*, 39(2), 119-150.
<https://doi.org/10.7202/019087ar>
- HERTRICH V. 2007b. Nuptialité et rapports de genre en Afrique. Tendances de l'entrée en union, 1950-1999. In Locoh T. (dir.), *Genre et société en Afrique* (p. 281-307). Ined, « Les Cahiers ». <https://doi.org/10.4000/books.ined.13137>
- HERTRICH V. 2017. Trends in age at marriage and the onset of fertility transition in sub-Saharan Africa. *Population and Development Review*, 43(S1), 112-137.
<https://doi.org/10.1111/padr.12043>
- LESTHAEGHE R. 1989. The nuptiality regimes in Sub-Saharan Africa. In Lesthaeghe R. (dir.), *Reproduction and social organization in Sub-Saharan Africa* (p. 238-337). University of California Press.
- MARCOUX R., ANTOINE P (dir.). 2014. *Le mariage en Afrique. Pluralité des formes et des modèles matrimoniaux*. Presses de l'Université du Québec.
- MENSCH B.S., SINGH S., CASTERLINE J. 2005. Trends in the timing of first marriage among men and women in the developing world. In Lloyd C. et al. (dir.), *The changing transitions to adulthood in developing countries: selected studies* (p. 11-171). National Academies Press.
- MEYITONDELUA R. 2016. *Analyse mixte du recul de l'âge au premier mariage dans la ville de Kinshasa* [Mémoire de Master, Université catholique de Louvain].
- MOGUÉROU L. 2009. Scolarisation des filles à Dakar au cours de la décennie 1990-2000 : entre injonction internationale et réticences de la société. *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 8, 191-209. <https://doi.org/10.4000/cres.611>
- MOGUÉROU L., VAMPO C., KPADONOU N., ADJAMAGBO A. 2019. Les hommes au travail... domestique en Afrique de l'Ouest. L'effet modéré des reconfigurations du travail féminin sur les masculinités à Dakar et à Lomé. *Cahiers du Genre*, 67(2), 97-119.
<https://doi.org/10.3917/cdge.067.0097>

- NAPPA J., SCHOUMAKER B., PHONGI A. *et al.* 2019. Difficultés économiques et transformation des unions à Kinshasa. *Population*, 3(74), 273-298. <https://doi.org/10.3917/popu.1903.0273>
- OUATTARA F., STORENG K. 2008. L'enchaînement de la violence familiale et conjugale. Les grossesses hors mariage et ruptures du lien social au Burkina Faso. *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 27-28. <https://doi.org/10.4000/apad.3003>
- SARR F. 1998. *L'entrepreneuriat féminin au Sénégal. La transformation des rapports de pouvoir*. L'Harmattan.
- SHAPIRO D., GEBRESELAASSIE T. 2014. Marriage in Sub-Saharan Africa: Trends, determinants, and consequences. *Population Research Policy Review*, 33(2), 229-255. <https://doi.org/10.1007/s11113-013-9287-4>
- TABUTIN D., SCHOUMAKER B. 2004. La démographie de l'Afrique au sud du Sahara des années 1950 aux années 2000. Synthèse des changements et bilan statistique. *Population*, 59(3-4), 521-621. <https://doi.org/10.3917/popu.403.0521>
- THIRIAT M.-P. 1998. *Faire et défaire les liens du mariage : évolution des pratiques matrimoniales au Togo*. Ceped.
- THIRIAT M.-P. 1999. Les unions libres en Afrique subsaharienne. *Cahiers québécois de démographie*, 28(1-2), 81-115. <https://doi.org/10.7202/010260ar>
- THOMBIANO B., LEGRAND T. K. 2014. Niveau et facteurs des premières unions conjugales au Burkina Faso. *African Population Studies*, 28(3), 1432-1446. <https://doi.org/10.11564/28-3-641>
- TOULABOR C. 2012. Les Nana Benz de Lomé. Mutations d'une bourgeoisie compradore, entre heur et décadence. *Afrique contemporaine*, 244, 69-80. <https://doi.org/10.3917/afco.244.0069>
- VAMPO C., OUATTARA F. 2023. Une remise en cause des normes du mariage, de l'enfantement et de genre à Lomé ? *Archipélies* [en ligne], 15. <https://www.archipelies.org/1477>
- VAMPO C. 2020. *Itinéraires de réussite de cheffes d'entreprise contemporaines au pays des Nana Benz de Lomé (Togo). Du modèle de l'empowerment des femmes par le marché à l'étude des rapports sociaux de sexe* [Thèse de doctorat, Université Paris-Cité].
- VAN DE WALLE E. 1993. Recent trends in marriage ages. In Foote K. A., Hill K. H., Martin L. G. (dir.), *Demographic change in Sub-Saharan Africa* (p. 117-152). National Academy Press.
- WERNER J.-F. 2006. *Médias visuels et femmes en Afrique de l'Ouest* (p. 154-194). L'Harmattan.
- WESTOFF C. 1992. *Age at marriage, age at first birth and fertility in Africa* (World Bank Technical Paper No. 169).

Abstract

Charlotte Vampo, Agnès Adjamagbo, Valérie Delaunay, Yéniban Madiéga

• **LIFE ON THE MARGINS OF MARRIAGE: EXTENDED FEMALE SINGLEHOOD IN LOMÉ (Togo)**

As in other African capitals, population survey data from Lomé, in Togo, are revealing an increase in extended singlehood among women. Using qualitative data collected between 2011 and 2019 in Lomé, this article explores the social situations of women who are approaching the age of 30, or over 30, and who have never been married. It shows that a certain category of women, city-dwelling and often university graduates and/or financially independent, are marrying later and later in life, aspiring to other forms of social achievement before and in addition to marriage, in a context where the compatibility of marriage and work remains challenging in various respects. Few of these women do not want to get married at all and are comfortable with that idea: most aspire to marriage or wish to marry to guarantee a form of social tranquillity. In addition to rising levels of education, it is the desire for independence—particularly financial—and in a social context where the living and working conditions of men are deteriorating, that is complicating the path to marriage for women and destabilizing existing gender norms.

Keywords: singlehood, marriage, work, margin, women, gender, Lomé



Life on the Margins of Marriage: Extended Female Singlehood in Lomé (Togo)

Charlotte Vampo*, Agnès Adjamagbo*,
Valérie Delaunay*, and Yéniban Madiéga**

Abstract

As in other African capitals, population survey data from Lomé, in Togo, are revealing an increase in extended singlehood among women. Using qualitative data collected between 2011 and 2019 in Lomé, this article explores the social situations of women who are approaching the age of 30, or over 30, and who have never been married. It shows that a certain category of women, city-dwelling and often university graduates and/or financially independent, are marrying later and later in life, aspiring to other forms of social achievement before and in addition to marriage, in a context where the compatibility of marriage and work remains challenging in various respects. Few of these women do not want to get married at all and are comfortable with that idea: most aspire to marriage or wish to marry to guarantee a form of social tranquillity. In addition to rising levels of education, it is the desire for independence—particularly financial—in a social context where the living and working conditions of men are deteriorating, that is complicating the path to marriage for women and destabilizing existing gender norms.

Keywords

singlehood, marriage, work, margin, women, gender, Lomé

Demographic research on African countries has widely documented shifts within the institution of marriage since the second half of the 20th century such as the increasing age at first marriage, decline of forced marriages, relaxing of dowry rules, rise in consensual unions, higher rates of divorce, lower rates of high-status polygamy, etc. Pioneering work on marriage in Africa, including the research of Lesthaeghe et al. (1989) and Van de Walle (1993), have particularly highlighted the increase in age at first marriage among women. The changes observed across varying socioeconomic and political contexts testify to a significant deviation in marital patterns away from the early marriage of women, a cornerstone of marital systems in sub-Saharan Africa (Antoine and

* Aix Marseille Univ, IRD, LPED, Marseille, France.

** Aix Marseille Univ, IRD, LPED, Marseille, France, and Institut Supérieur des Sciences de la Population, Univ Ki Zerbo de Ouagadougou, Burkina Faso.

Correspondence: vampo.charlotte@gmail.com

Translated by Beatrice van Hoorn Alkema



Nanitelamio, 1990; Hertrich and Pilon, 1997; Antoine and Djiré, 1998; Antoine et al., 2001; Westoff, 2003; Tabutin and Schoumaker, 2004; Mensch et al., 2005; Marcoux and Antoine, 2015; Shapiro and Gebreselassie, 2014; Hertrich, 2017). Education, urbanization and labour market access conditions are known factors for later entry into marriage (Moguéro, 2009; Antoine et al., 2001). However, we know very little about how women feel about this situation. All the studies attest that, despite the rising age of marriage and increasing rates of divorce among younger cohorts (Thiombiano and Legrand, 2014), marriage remains highly valued from a social perspective (Hertrich, 2007a; Marcoux and Antoine, 2014). In West Africa, over the 1990–2000 period, almost all women over 40 were married; permanent singlehood is therefore virtually non-existent (Calvès et al., 2018). In most countries, marriage represents a significant status transition, bringing new responsibilities and social recognition (Vampo and Ouattara, 2023). While almost all women ultimately marry, we do not know the extent to which they particularly aspire to get married at the time of their wedding. Marriage is the predominant norm in discourse and few studies have identified any trend away from marriage.

Extended singlehood affects both women and men. Research on extended singlehood in men, while not exploring lived experiences, has shown that a lack of independence is prolonging their singlehood (Nappa et al., 2019; Attané, 2007; Calvès, 2007; Antoine et al., 2001). What is it like for women? How do they feel about it, knowing that singlehood is deemed more problematic and more stigmatizing for them? Being an unmarried woman is still perceived very negatively by society. It is a topic regularly discussed in the francophone media, in radio programmes, for example, and the number of calls from listeners invited to share their views on air attests to the keen interest it generates among local communities.⁽¹⁾ The stigmatization of single women is strongly linked to their reproductive life. Not having a husband by the age of 30 means running the risk of remaining childless. Pregnancy and childbirth are defined as fundamental life events for an African woman (Bonnet and Duchesne, 2016). The extended singlehood of women therefore jeopardizes motherhood, the means by which women acquire social respectability. Like not having a husband, not having a child, or even having only few children, it is a source of stigma.

In Lomé, the capital city of Togo, median age at first marriage among women in 2013 was 22 years (23 in the most highly educated group⁽²⁾). However, this age is increasing sharply among younger cohorts (Adjamagbo et al., 2014) and various recent studies have focused on women approaching or over the age of 30 who have never been married (Adjamagbo et al., 2014; Vampo, 2020). In the scientific literature, Berg-Cross et al. (2004), for example, describe a category of

(1) See the programmes 'Trop diplômée pour trouver l'amour? [Overqualified for love?]', 14 March 2016) and 'Le célibat en Afrique : le choix impossible ? [Singlehood in Africa: the impossible choice]', on Radio France International.

(2) Median ages calculated for women aged 25 to 49 years, living in Lomé, based on data from the Demographic and Health Survey (DHS) conducted in Togo in 2013–2014.

‘elite single professional women’, forced into ‘sologamy’, found across different parts of the world. While not all single people form part of an elite, many do. Does this mean that their work is a key factor in their singlehood? If so, to what extent? How do they feel about their situation? Does the increase in extended female singlehood suggest a decline in women’s aspirations to marry? These are the questions we will explore in this article. Our aim is to build knowledge about marriage, family formation, and gender relations in an urban West African context. We focus on women who represent neither the social nor the statistical norm, steering attention towards this more marginal group.

After presenting an overview of the trend in extended female singlehood in Togo and its capital, as measured through quantitative surveys, the article explores qualitative data from interviews and observations conducted in Lomé between 2011 and 2019, including among female entrepreneurs.

I. An increase in extended female singlehood in Lomé

The rise in rates of extended singlehood is typical of ongoing trends across African capitals. Even in West Africa, where marriage remains early in women, female age at first marriage, and to a lesser extent male age, has steadily increased since the late 1970s, particularly in urban environments (Hertrich, 2007b; Tabutin and Schoumaker, 2004; Calvès and N’Bouké, 2018), primarily due to the challenging economic context (Antoine et al., 2001; Calvès, 2007; Meyitondelua, 2016; Nappa et al., 2019).

The Demographic and Health Surveys (DHS⁽³⁾) conducted in Togo in 1988, 1998, and 2013, and UNICEF’s Multiple Indicator Cluster Survey (MICS⁽⁴⁾) of 2017, collected data on the marital situation of women at the time of the survey and enabled the calculation of median age at first marriage and rates of singlehood by age.⁽⁵⁾ They are representative at regional level and by place of residence (urban or rural). In addition, the study on household economics in urban areas (*Activité économique des ménages en milieu urbain* [AEMU]), conducted in December 2012 in 500 households representative of the five districts of the Togolese capital (Adjamagbo et al., 2014) is used to estimate proportions of single people by age at the time of the survey.

In Togo, median age at first marriage among women aged 30–49 at the time of the survey increased by 2.4 years in just under 30 years, from 17.2 in

(3) <https://www.dhsprogram.com>

(4) <https://mics.unicef.org/surveys>

(5) In the DHS, information on marital status is available in the individual women’s questionnaire for the first two surveys (1988, 1998) and in the individual and household questionnaires for the latter two (2013, 2017). The household questionnaire covers all resident members of the household, whereas the women’s questionnaire covers women aged 15–49 years and available to complete the survey. The study prioritizes analysis of the household questionnaire where possible, i.e. for the last two surveys. As regards the MICS 2017 survey, we used data from the individual women’s questionnaire.

1988 to 19.6 in 2017 (Table 1). The most marked increase was in urban areas (+2.9 years). In 2017, the median age was higher in Lomé (22.5) and among the most highly educated women (23.4).⁽⁶⁾

Table 1. Median age (in years) at first marriage of women aged 30–49 by place of residence and level of education in Togo

Survey and year	Togo		Place of residence		Level of education		Sample size
		Lomé	Urban	Rural	None or primary	Secondary or tertiary	Women aged 30–49 years
DHS 1988	17.2	19.0	18.2	16.9	17.1	20.6	1,355
DHS 1998	17.6	19.4	18.5	17.4	17.4	20.7	3,774
DHS 2013	19.9	22.3	23.0	18.7	18.4	19.7	4,483
MICS 2017	19.6	22.5	22.1	18.9	19.1	23.4	3,475

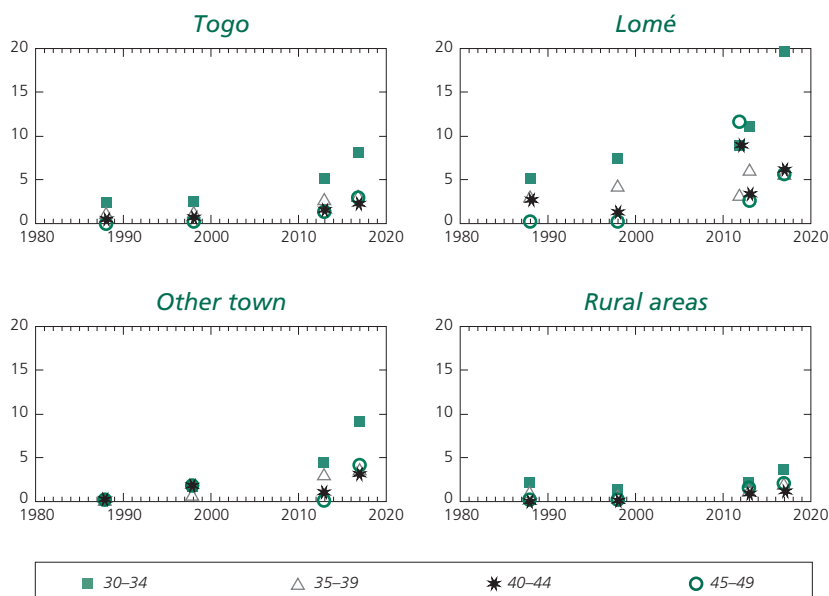
Sources: DHS 1988, 1998 and 2013; MICS 2017 (authors' calculations).

Extended singlehood can be defined, for a woman aged 30–49 years, as always having been single, in other words, never having been in a union, whether a common-law partnership, religious or civil marriage, or consensual union. The proportions of single women in these age groups are higher in urban areas than in rural ones, and much greater in the capital, with a significant increase across all age groups between the 1980s and 2010s (Figure 1). This increase is the most marked in the youngest cohorts. Across the whole country, the proportion of single women in the 30–34 age group rose from 2.3% in the late 1980s to 8% 30 years later. The upward trend is also much more pronounced in urban areas, particularly in Lomé (Figure 1). The results of the AEMU survey conducted in the capital in 2012 are corroborated by those of the 2013 DHS. The number of women still single in the 30–34 age group rose from 5% in 1988 to 19.4% in 2017 (with a 95% confidence interval [CI] of 12.1%–23.9%). In the 35–39 age group, rates increased from 3% to almost 6% respectively. In Lomé, 41% of women aged 30–49 who reported being never-married had been educated to secondary or tertiary level, versus 14% for all women in this age group (MICS, 2017). There is consequently a strong association between extended singlehood and level of education.

A thriving port town, Lomé distinguishes itself from coastal towns in neighbouring countries by its significant influx of women from across Togo's southern regions, drawn by the opportunities for international commerce. Consequently, the capital has long been renowned for the extensive involvement of women in business and trade, epitomized by the Nana Benz group of businesswomen (Toulabor, 2012; Cordonnier, 1982). The country's history has been marked by episodes of major political instability, accompanied in the 1990s–2000s by the prolonged exclusion of Togo from international aid programmes, which had a damaging impact on an already fragile economy and

(6) In Lomé, 39% of women aged 30–49 in 2017 were educated to secondary or tertiary level (MICS 2017), compared with only 32% in the late 1990s (DHS 1998).

Figure 1. Proportion of women still single after age 30 (%), by age group, in Togo, in Lomé, in other towns, and in rural areas



Sources: DHS 1988, 1998 and 2013–2014; AEMU 2012; MICS 2017 (authors' calculations, Table in Appendix 2).

on living conditions. Women played a significant role in households' survival, particularly by undertaking informal work. While the paradigm of the man as the primary breadwinner for the family remains the ideal in principle (Moguérou et al., 2019), in practice financial responsibility for the home is becoming increasingly feminized (Chant, 2011). Over time, a long-standing trading tradition, alongside economic difficulties that have forced women to earn money for their families, may have led to a relative relaxation of customary practices with respect to gendered social expectations.

While marriage remains the norm in Lomé, the observed increase in extended singlehood may be indicative of an emerging phenomenon. Using two qualitative surveys conducted during the 2010s, we explore the social norm of marriage, focusing on women with atypical social and occupational profiles.

II. Description of the qualitative surveys

The qualitative data have been extracted from two surveys conducted between 2011 and 2019. The first survey took place as part of the Family, Gender, and Work in West Africa research programme (*Famille Genre et Activités en Afrique de l'Ouest* [FAGEAC]⁽⁷⁾), implemented between 2011 and 2015.

(7) ANR Project 10-Suds-005-01.

FAGEAC looked at family structures in Cotonou, Lomé, and Ouagadougou, by studying gender relations and the distribution of male and female roles in the fulfilment of households' basic needs. The survey questioned women and men from different social backgrounds living in the three capitals. The interviews, conducted in homes, workplaces, or public places, discussed women's personal and career pathways and explored the organization of domestic and financial affairs within the household (distribution of domestic tasks, income, and expenditure between men and women) in order, among other things, to identify the effect of women engaging in paid work on romantic and marital relationships. The interviews, conducted either in French or in the local language with an interpreter (mostly in Fon), were recorded and then transcribed. Of the 23 women interviewed, only the responses of those who reported being never-married were used for this article, i.e. nine in total. The characteristics of these women are presented in Appendix 1.

The second survey formed part of an ethnographic research project conducted between 2015 and 2019 on 35 female entrepreneurs within the formal economy, aged between 26 and 65 years (in 2019), and running businesses in a range of sectors (fashion, fabrics, food, real-estate, insurance, communications consulting and event planning). Of these, 10 women aged around 30 or over (between 28 and 37) were never-married, and these were included in the panel of single women used for the analysis (see Appendix 1). This survey also included divorced women, but only one interview with a woman going through a divorce at the time of the survey is used in the analysis (Appendix 1). Data collection was initially done via an association of Togolese businesswomen, listed under the professional organizations of the Togolese employers' association, and then through referrals to other female entrepreneurs in other networks.⁽⁸⁾ As the research was conducted over a number of years, the women could be followed up throughout this period through semi-structured interviews, life histories, and participant observations recorded at work, in their homes,⁽⁹⁾ and in other social forums, such as their associations. The corpus also includes numerous informal conversations held in restaurants, while travelling by car, or when out socializing (with family, with friends, in nightclubs, etc.). Although the participants vary in terms of their age and the size of their companies (from 0 to 70 employees), the women from the second survey used here belong to a socially significant category because they all work within the formal economy, which is quite rare for women in Lomé. Apart from the three respondents from more modest social backgrounds, they all inherited significant financial and social capital, being primarily from wealthy Mina/Guin trading families from southern Togo and having obtained a tertiary qualification, sometimes abroad.

(8) Mixed network of young entrepreneurs, 'Made in Togo' groups, etc.

(9) The researcher lived with three different female entrepreneurs, providing her with a privileged opportunity to observe how they organized their days.

III. 'Too independent' to get married?

1. When women's independence deters men looking for monogamous marriage

On the marriage market, the appeal of independent women, like the study population here, depends on the type of marriage sought: they tend to deter men interested in monogamous marriage, but attract men looking for an additional wife,⁽¹⁰⁾ who would not need to invest too much money into the relationship. In Togo, while some women see polygamy as a fall-back solution to avoid protracted singlehood, they aspire primarily for a monogamous marriage with a husband who understands their professional obligations.

As demonstrated by Anne Attané in Burkina Faso (2007), men and women between the ages of 15 and 35 aspire to meet one person for whom they develop romantic feelings and build a relationship founded on mutual understanding. Looking at the specific example of female entrepreneurs, these women ascribe their singlehood to not having found a partner who truly accepts their work. Short-term partners have reproached them for being away too much, for not 'taking care' of them or being around to prepare meals, for not adapting to their own availability, and for 'wanting to be boss' at home. These arguments cause breakups, sometimes initiated by the men but also by the women, who are not prepared to tolerate a partner who restricts their freedom to achieve their own ambitions.

Men's fear of independent women is not limited to financial matters. The female entrepreneurs encountered are also overturning tradition by speaking out in the public arena through associations of female business leaders. They appear in the media and are active on social networks. One of them is even known as an online influencer and is a self-proclaimed feminist. This explains some of the difficulties and tensions reported by some of the survey participants, in a society where women are required to exercise restraint in their home. In short, they are destabilizing the norms of female respectability which dictate that women should not create conflict. While in couples where the woman earns a comfortable living, maintaining marital equilibrium usually depends on unspoken words, pretences, and hidden arrangements that enable the husband to conform with masculine norms, their outspokenness is feared. This is illustrated by the case of Nadine,⁽¹¹⁾ a business owner who sells fabric wraps and runs events, who was in the process of getting a divorce at the time of the survey in 2017. Nadine secretly supplements the household food supplies bought by her husband, so that he—and the rest of their family and friends—are under the impression that he is the primary breadwinner in the home. This example demonstrates the tension between the desire of these independent

(10) According to the 2013 DHS, 18.9% of married women in Togo are in polygamous marriages.

(11) The interviews were anonymized and pseudonyms are used here.

female entrepreneurs to preserve social norms, particularly the idea that the man is the primary breadwinner—at least in appearance—and women's actual economic involvement today. Nadine highlights the difficulty of reconciling financial success with marriage, even though female entrepreneurship is valued:

I don't know if it's Africans in general, but men here, in Togo, don't really like businesswomen, so it's difficult to reconcile business with marriage. (January 2017, Lomé)

The female business leaders questioned share the sentiment that their level of education and their financial independence 'scare men', because they are not 'compliant' like other women; they are perceived as difficult to control. In Lomé, while financially independent women are less and less atypical due to the education of girls and rising rates of formal employment among women, their financial success is disruptive, particularly when it becomes too ostentatious. Although young men report wanting to marry women who are able to contribute to household resources (Vampo and Ouattara, 2023), this contribution must not jeopardize their authority or their reputation as a 'good husband', able to provide for his family. They do not want a wife whose income might be superior to their own and whose social prestige might compete with their image as the household's primary breadwinner. This is the paradox of a society that recognizes female work as a strong social value (Adjamagbo et al., 2006, Bégu, 2007) while refusing to question a system that places men on the top rung when it comes to achievement.

The marital status of these female entrepreneurs, who would ideally want a monogamous marriage, is to some extent not a matter of choice. Being single causes them anger and suffering because they would like to be accepted for who they are. This is the situation for Aya, a 29-year old business owner who runs a beauty salon. She published the following advertisement on her personal Facebook page:

#wanted!!! I am looking for a man to marry! Intelligent, respectful, who will get on with my mother and be respectful towards my father. It is important that my brothers like him. He does not need a job, I can provide everything for him as long as he listens to me and respects me. I want a man who has no sexual experience, I'll teach him everything he needs to know. Someone who is prepared to support me by looking after the house while I manage my businesses. Please share, help a sista out! (May 2019, Lomé)

In this ironic text, which critiques the widespread perception of the 'good wife', she adopts typically masculine language. She highlights how difficult it is, for women like her, to find a husband. At the same time, these women often present not getting married as a choice they make for the sake of their professional career, even if it is a difficult and unhappy choice for women in their thirties. Singlehood remains a negative experience. A similar finding is observed

for single women in their thirties in France, for example (Bergström and Vivier, 2020), but with the difference that, in Lomé, singlehood is not at any point socially valued in the way it can be—in certain circles and up to a certain age—in France. The sense of being excluded from the marriage market causes psychological suffering for the female entrepreneurs met in Lomé. They share their exasperation at the lack of candidates for monogamous marriage but also at the strong exhortations they face to get married. Claire, aged 32, concedes that ‘morale is low’. She explains how she has to cope with responsibilities and challenges without having anyone to talk to about them. ‘Being alone [i.e. single] here is not easy.’ According to her, ‘Even though society is supposed to be evolving, in Togo, a ‘proper’ woman is still one with a man’. When asked if she ever meets anyone she likes, she replies immediately: ‘No, I scare men’, because ‘very few men like women who appear successful.’ She also thinks that ‘Facebook doesn’t help’: with her company and her publications, many people think she is ‘loaded’. She experiences pressure from her family to get married: ‘It’s relentless, I can’t bear it’. On a daily basis, the calls from friends and family to get married and have children are overwhelming. Based on other surveys that also include divorced women, being unmarried appears to be much more negatively perceived than separation or divorce. On a social stigmatization scale, the worst situation in Togo is to never have children, irrespective of your marital status.

2. Success as a source of stigma and prejudice

Extended singlehood brings with it mental suffering due to the many types of prejudice experienced. Many of the women met in Lomé during the various surveys did not appreciate being unfairly categorized as women whom ‘you sleep with, but don’t marry’. They hate being perceived simply as trophies by men and as mistresses of married men by other women. Their situation can therefore be damaging to their reputation, causing issues for them and their families and often making their daily lives more complicated. Financially independent, they tend to live alone (or with their children). Living alone, without a husband or male family member present, is unusual and attracts social disapproval. In Lomé, the women interviewed reported issues with landlords, who are reluctant to lease them a house or apartment when they show up on their own. Paradoxically, even though they can provide excellent solvency guarantees, signing a lease in their own name proves a challenge for these working women.⁽¹²⁾ Being single is also becoming a handicap in business. The legitimacy of professional success is largely based on respectability acquired through marriage. This is illustrated by Josiane, a 30-year-old programme

(12) This phenomenon is also seen in Nigeria, and formed the subject of a BBC News Afrique article (‘Le combat des célibataires nigérianes pour louer une maison [Single Nigerian women struggling to rent a home]’), 15 August 2018; <https://www.bbc.com/afrique/region-45197994> [accessed 26 February 2024]).

coordinator for a large international NGO, who was interviewed at home in 2015. When she was preparing for the recruitment exam, her brother issued her with a warning:

I admit that at first when I was going for the job, even my younger brother said to me: 'The thing is, you, you're not even married, this is a role with a lot of responsibility. They are not going to give the job of running this huge organization to a little 30-year-old who is not even married, not even grown up

Josiane refused to be intimidated though, and passed the exam. As part of her job, she has to supervise a number of men, of all ages, and is continually subjected to disparaging remarks because these men do not respect her authority, purely because she is single. She gives an example:

Just recently, during a business trip in S., I was with a colleague who went as far as asking me: 'Hey, boss, so where's your fiancé then, we want to meet him!' And I replied: 'Oh right, is that what they told you to do? Find out about the boss's husband?' [Laughs] So at that point I realized that it really was an issue for them. They tell me: 'You can't stay like that, you just can't.' Why can't I stay as I am? But I will get married, in the end. It will take as long as it takes, but I will get married. (January 2015, Lomé)

At work, Josiane feels self-conscious about her single status and, like many other single women, feels that her morality is called into question.

Independent women seem to be frequently seen as 'free' women, in the sense of sexually liberated women, according to Catherine Coquery-Vidrovitch (1994 [2013]). This is an observation also made in the works of Lopez Aspeitia (2012), on female factory workers on the United States–Mexico border, and Fatou Sarr (1998), on Senegalese businesswomen. The stigma associated with financial success is not specific to single women but it is heightened by the representations associated with their presumed sexual behaviours. Those who remain single are perceived as having a *mari de nuit* (literally a 'night husband'), a spirit that comes to satisfy them during sleep. Beliefs attributing their economic achievements to magical practices—beliefs that commonly surrounded the Nana Benz, who were seen as witches who used grisgris associated with the water goddess Mami Wata, or who put foetuses in jars (Toulabor, 2012)—further increase the fear inspired by these women. These popular misconceptions about financially successful single women serve to deter men and are consequently a factor in their extended singlehood, along with their marital aspirations that are out of step with normal practices. What man wants to marry a woman suspected of having a *mari de nuit* or of practising witchcraft to succeed, who thinks too much and is 'complicated', 'not *béni-oui-oui*' (i.e. not a 'pushover', an expression often used in the interviews), who is rarely at home because she works, who has no time to cook her husband the meals he wants to eat, and who sometimes even goes so far as to demand that he do some domestic chores? When it comes to lack of availability

for household chores, we might assume that these wealthy women are able to solve the problem by employing domestic help. But this is only partly true. While some of the businesswomen interviewed do employ domestic staff to relieve the burden, married women do not, fearing that these employees might use harmful witchcraft against them or their children (poisoning, rituals, spells, etc.) or that they might have sexual relations with their husband. Furthermore, many husbands will not allow domestic staff to do the cooking. They are simply required to chop and prepare the ingredients so that the wife 'only has to' cook them up. Women are also responsible for childcare: they do school drop-offs and pick-ups, feed them, bathe them, get them ready in the morning, entertain them, look after them when the husband gets home late, etc. Domestic employees make daily life easier, but tasks such as these are not assigned to them. Lastly, husbands expect their wives to be at home when they get back from work, which means that the wives need to come home early. While married women end up adapting to these constraints, the city-dwelling single women in our surveys aspire to find a husband who will invest more heavily in domestic and family life.

3. Unrealistic expectations of a husband?

Some of the businesswomen met in Lomé considered the ideal marriage as a 'partnership' with a man 'who is thoughtful'. Wanting to build a 'future together' and having a 'shared vision' are important selection criteria. Akouvi, a 28-year old travel agency manager with one child, talks about having a 'companion'. Her ideal partnership would involve 'two people who work side by side'. She claims she is looking for a partner, i.e. someone who will provide 'support', whom she can trust, someone with whom she can 'be herself'. Support is also a concept described by Sofia, aged 28, an entrepreneur in the fashion industry:

I remember breaking up with a guy because he said to me: 'Why do you work so much? It's too much', because for him it was all about 'You need to come and cook for me, I want my girlfriend at home looking after me in the evenings'. I told him: 'No. I'm sorry, but no.' Because I don't mind doing that from time to time, but don't ask me to do that every evening, no. I need to do what I love doing, even if it means sacrificing a relationship. What I really need is for the person who I'm with to genuinely support me, which was not the case with him. (March 2016, Lomé)

A couple is considered an entity based on unity, collaboration, and love. The last criterion is certainly not the prerogative of younger generations (Attané, 2009), but it seems that young urbanites are particularly attached to this idea, influenced by increased exposure to Western media and globalized popular culture (Werner, 2006, Calvès and N'bouké, 2018). The challenge for ambitious career women is for their work to be accepted by the man with whom they share their life. Josiane, previously cited above, expresses it in these terms:

My prayer is to have a very understanding husband who is interested in my plans. Especially as I will be making his plans my own. I would

like to be involved in everything he does, his work, to help him, and I want him to do the same for me and get involved in my work and my plans. And even if I don't get back until 11 o'clock at night, he won't get angry, maybe he'll even cook, knowing that I have a very urgent project proposal due tomorrow morning, that kind of thing... I really want this but... I don't know. *[Laughs]* (January 2015, Lomé)

Like many of the women encountered, Josiane would like to be able to come home late in the evening if her work requires it—something which, in Togo, is normally perceived as an affront. The dream of finding an understanding husband, prepared to listen to his wife's work stresses and willing to prepare meals while she concentrates on urgent paperwork, seems to be out of step with local customs which tend to favour the separation of roles within the couple, particularly when it comes to cooking meals (Adjamagbo et al., 2016).

Lastly the vision of love expressed by these women, who are heavily invested in their professional career and often educated to a high level, hinges on a domestic arrangement with more egalitarian distribution of responsibilities. Lena, a 27-year old stylist, suggests that household expenses should be split equally between the spouses. For her, it is important to avoid a relationship of financial dependency. It is 'out of the question' for her future husband to do nothing in the home in the evening, while she prepares meals and takes care of the children. She would like him to be with her in the kitchen, 'to chat, if nothing else' or 'to help her', which goes against customary practices in Togo. The ideal marriage to which these never-married women in Lomé aspire is based on reciprocity in various domains: professional, domestic, and financial, but also sexual. Some of these women, in contrast to current customs, do not consider it normal for a husband to have mistresses and may even defend women's right to behave in the same way. Tolerance of male infidelity, when female infidelity is seen as unacceptable, is perceived as a form of injustice. When one businesswoman expressed this point of view to her boyfriend, he decided not to take the relationship any further.

When we examine the discourse of these single women, there is often an ambivalence between being voluntarily single due to prioritizing work—Aya, mentioned above, says that she would prefer 'to stay single than be with an unsupportive partner'—and involuntary singlehood at a later age. Marriage is neither a priority nor an end in itself for women with a job. Thirty-year-old Céline, a businesswoman in the food industry, even describes it as a 'dictatorship':

When my ex-boyfriend started to discuss marriage, I told him: 'Ah well, I'm in no rush for that kind of dictatorship.' Unfortunately for my mother, who told me: 'You must get married, you must get married', she bored me to tears with that constantly! I kept saying I was in no hurry to get married. It's not just about getting married really. I want to build a future together, I don't just want to get married so that I can say I had a beautiful wedding. You know, now I'm Mrs X, I'm living

in someone's house, I have children, and then what? And then what? If you have children and they all turn out to be losers, they don't do anything with their lives, what's the point of having children? You can't just get married to stay at home with a man. You should get married because you want to build something, because you have a shared vision. When I told my grandmother that, do you know what she said to me? 'You've spent too much time at school.' I said 'No, Granny!', and she carries straight on with 'You must get married!' (May 2016, Lomé)

In contrast with Céline's position, for many women in Lomé the epitome of social success lies in the achievement of multiple statuses: being a good employee, a good mother, and a good wife, able to balance her work and family duties. This set of goals is found among women from less advantaged backgrounds, who seek paid work in order to ensure their financial independence while conforming to gender expectations by taking on (in terms of time and organization) the daily tasks relating to meal preparation, housework, and care of their children and husband. While many single women in Lomé reject pressure to get married early and see it as a *diktat*, they do worry about delaying the various stages in the search for a partner and ultimately plan to marry. Most of these women see marriage not as an end in itself or the achievement of an important personal goal, but as the means to getting some 'peace at last'.

Of course, they may delay marriage because they are providing their families with financial support. While they are criticized for being single, there is also a certain level of understanding when it comes to their professional career. Relationships of financial dependency are also a factor: daughters or nieces who support the family are valuable sources of help. They are therefore perceived as strong, resilient women, showing solidarity. Other women may avoid marriage due to an atypical family configuration: a deceased mother, absent father, or the breakdown of relations with other family members. Of all the businesswomen met, only Aya says that she does not want to get married, because 'she is too fond of freedom and marriage is a prison'. She mentions the case of a friend who struggled for years to get her husband to agree to a divorce. When she is with someone, she prefers 'being able to leave [the relationship] at any point'. But she can choose to remain single because her father lives abroad, she looks after her mother, whom she lives with, and she has no contact with the rest of her family in Togo. Her father has not been around much for her or her mother and she is, to an extent, protected from family pressure. This is the case for Lena too: she lives alone with her mother, with whom she has a very close relationship. They work together and have both experienced abandonment, a deterrent to marriage for Lena.

IV. Love stories with unhappy endings

The status of independent woman, perceived by men as a threat, often results in a lack of commitment on their part. Many women still single at the

age of 30 or thereabouts have experienced a sudden change of heart in partners they thought they were going to marry.

1. Sudden turnarounds

There are many cases of couples who, after dating for a period of time and maybe even having lived together, break up without ever actually getting married. Sometimes their families will have met each other during a formal visit (known as ‘the first step’) by the future husband to his in-laws. In some cases, this first step towards marriage leads to the birth of children, who remain in the care of their mothers. This is what happened to 38-year old Hélène, a manager in a government department, who lived with a man for several months in a small home in the city centre. The man promised to marry her as soon as he had enough money for the dowry.⁽¹³⁾ He had not been working for long and claimed to want to wait until he had enough money before asking her parents for her hand in marriage; but Hélène, who was then 36, realised she was pregnant and wanted to bring forward the wedding. When she told him she was pregnant, her partner’s attitude towards her changed: he decided to leave her and told her that he had another girlfriend that he was planning to marry. At the time of the interview, Hélène is running her own household and in a managerial position. She lives alone with her son and a young woman who looks after him when she is not there. She explains:

The father of my child hasn't seen his son for nearly two years. He doesn't even know how much he's grown. He doesn't even try to see him. (January 2015, Lomé)

The fact that the father of her child has abandoned his paternal responsibilities has left her with few illusions when it comes to marriage. When asked if she sees herself getting married one day, she replies:

I'm not short of opportunities, but I haven't decided yet. I'm figuring it out. Most of the time [with my partners], I am not thinking about marriage; it's just a relationship.

Women like H       experience relationships with a sense of missed opportunities, which leave them bitter. However, they are also sometimes the ones to end relationships. Rachel, aged 40, had a two-year relationship with a man employed by a construction company. She was working as a project manager for an NGO. After a year, they thought about moving in together, but he showed little inclination to behave 'like a man', i.e. to be financially responsible. Rachel decided to end the relationship. She mentions the gendered division of labour that generally prevails:

(13) In Togo, the dowry is paid by the future husband to the wife's family. It varies by family but generally consists of fabric wraps, jewellery, bags, shoes, bottles of alcohol, and money. Although family law in Togo specifies that it is symbolic, in reality the dowry is increasingly hard for men to put together, delaying their entry into marriage.

In my understanding of being a couple, the man is in charge. He should be looking after the woman. But the guy I was with, he always expected me to do everything, because he came [to mine] and saw that I had everything I need. Because I worked and looked after myself, I bought the food, etc. Whereas he, occasionally he gave me a bit of cash. And when we saw each other at weekends, I knew I'd be the one spending all the money. (February 2015, Lomé)

Rachel felt that her partner was taking advantage of her and of the fact that she earned a living and could cover his expenses. As he showed no willingness to assume family responsibilities, she decided not to marry him. Even though her income would allow it, the prospect of paying for all household expenses was unacceptable to her. She justifies the breakup in these terms:

It was better for me to get out of it. I want to be with someone who can at least share the huge responsibility of paying rent, energy bills, water bills, etc. Who will actually behave like a husband and agree to split his salary to cover our needs and avoid any problems.

Rachel is not prepared to get married at any cost. Her decision is final:

I'm happier on my own for the moment. Let's see if God helps me find someone who can make me happy.

All the women questioned speak of entrusting their marital destiny to God, but they are distrustful of men, whom they describe as increasingly irresponsible, no longer providing guarantees that they will be able to meet future expenditure.

2. Relationships that end badly: choosing individual freedom over family obligations?

These missed opportunities seem to reflect a shift in union formation, with less family involvement and greater flexibility in terms of individual commitment. Consensual unions are generally less stable and less permanent (Gnoumou Thiombiano, 2017, p. 102) because they have not been formally recognized, including through the husband's 'first step' visit to his future wife's family and payment of the dowry. Should there be any denial of paternity or any dispute between the partners, the family is not there to mediate and find a solution to avoid separation.

Greater freedom in terms of choice of partner and lifestyle preferences (with increasing acceptance of non-marital cohabitation, for example) is probably due to the economic crisis and social instability (Thiriart, 1999). Urban life, access to education, employment outside of the family, and access to media also encourage the acquisition of independence. However, for people in romantic relationships, this independence is accompanied by greater uncertainty when it comes to making long-term commitments. These missed opportunities for marriage also reveal the issues raised by the financial independence of women

in a society where financial insecurity is increasing among men, many of whom are no longer able to assume the role of primary breadwinner for their family. Men value the economic success of women because it lessens their financial burden, but it is also a source of concern for men seeking a wife, who fear competition for their position as head of the household.

Aya articulates this paradox:

Men get into a relationship and then wonder if they can handle it, in the sense that [they wonder] 'is this woman on my level?' They wonder how they weigh up against the woman.

She clarifies that it is not just about the money: 'weigh up' also means having a certain prestige associated with their work. According to her, 'men, when they see you, they think: 'Oh, I couldn't handle that woman.' Being able to 'handle' a woman means being at her level and being able to exert one's will over her (to control her). It also means being able to 'play in the same league' in terms of social prestige. Isabelle, for example, explains that she scares men with her 'attitude' and her self-confidence, even though some months her income is low. Many women thus find themselves single after the age of 30 because they are perceived as being 'difficult to handle'.

3. Having a child to relieve one form of pressure

Having a child allows women who remain single for longer to meet certain gender expectations. This emerges clearly from the interviews. Sofia, a 28-year old single businesswoman with no children repeats a comment she hears regularly from her family and friends. Her aunts and uncles in particular tell her: 'If you don't want to get married, that's ok, but at least give us a baby.' Thirty-five-year-old Solange, a former air-hostess who has moved into trade, also regularly experiences this pressure to get married and have children. Single, with one child, she lives with her parents so that she can focus on her work which requires her to travel a lot. Her testimony is very revealing:

Since I was about 30 or so, every year they tell me: 'You are getting older, what's going on? Get married! Bring someone home to meet us!' But I say: 'I'd love to but I haven't found anyone. I haven't found anyone I want to bring home to meet you.' And one time they even said: 'Well, fine, since you haven't got anyone, why don't you try for another baby with the father of your child, then at least you'll have two children.' (March 2018, Lomé)

For Solange, who was never married to her son's father and never lived with him, this option seems incongruous. Her example shows that, quite clearly, parents are highly concerned that a daughter they consider to be 'ageing' should get married. They try to negotiate respect for at least some of the socially expected roles of a young woman by suggesting motherhood as a way of redeeming her non-compliance with the marital norm. In Solange's case, her

singlehood remains ‘acceptable’ because she is a mother. Motherhood enables her to live outside of marriage more easily than childless single women do. Among the latter, social pressure becomes more intense around the age of 30 and, for some, their situations will be further complicated by suspicions of homosexuality—the ultimate affront.

Discussion

Recent qualitative research conducted in Lomé indicates that many women in their thirties have never been married. Based on this observation, this article describes the statistical trend in this phenomenon. Since the late 1980s, there has been an increase in extended singlehood among women, affecting higher education graduates more than women in other educational categories. Of course, the fact that girls are remaining in education for longer is an important factor in this increase. However, the qualitative research also shows that women’s financial autonomy is making marriage more difficult for them in an economic and social context where men are no longer able to assume their traditional role of primary breadwinner for the household. The financial independence of women is nothing new; what has changed is that they now share—or even take responsibility for—household expenses. Most of them are not only financially successful but also well-educated. The single women interviewed and followed up for this study all have secondary or tertiary qualifications and they have a job, a company, or paid work that enables them to earn their own living. They also have in common the fact that their work requires them to be away from home a lot. Most of them are middle-class or higher. Some have modest incomes but, like those from more privileged backgrounds, are not financially dependent on any man.

Extended female singlehood is facilitated in Lomé by the fact that failure to comply with dominant family norms (getting married, having children, living together, etc.) is tolerated for a certain period and under certain conditions. If we compare Lomé with other West African cities in terms of unusual family configurations such as single-parenthood, women at the same age are more likely to be single-parents in the Togolese capital (17.2% of women aged 15–49 in 2013) than in Ouagadougou, for example (9.5% in 2010) (Delaunay et al., 2018, p. 76). Bilampoa Gnoumou Thiombiano (2017, p. 110) also shows that probability of divorce was higher in Lomé than in Ouagadougou between 2000 and 2012,⁽¹⁴⁾ so departures from the norm appear to be more acceptable in the former than in the latter. It is even possible, in Lomé, to find married couples who do not live under the same roof, an arrangement that is virtually non-existent in Burkina Faso’s capital. Women in Lomé may partly redeem their non-compliance with the norm of marriage by fulfilling another social expectation associated with femininity: motherhood. In Burkina Faso, on the

(14) The most recent data, to our knowledge.

other hand, Fatoumata Ouattara and Katerini Storeng (2008) highlighted the paradoxical fact that, while fertility is valued, pregnancy before marriage is strongly disapproved of. This is less true in Lomé, although it is still a negatively perceived situation. Togolese society, particularly in the capital, appears more permissive with respect to sexual behaviour and births outside of marriage. Proving one's fertility is important for social recognition (Thiriat, 1998).

Against this background, our research shows that a particular, growing category of women who share a set of characteristics (educated, financially independent, and contributing financially to the expenses of their extended family), are getting married later, aspiring to other forms of social achievement before and in addition to marriage. This article sheds light on how some of these young women, in an urban context, are reassessing their priorities and placing marriage, at least for a while, on the backburner. Nevertheless, very few of them do not wish to get married, or do not ultimately do so. Interviews reveal that many of them would like to get married because they are, in principle, in favour of this form of partnership, but also because conforming to this norm will bring more acceptance and peace of mind. They aspire to marriage and children both out of 'desire' and 'need', in terms of social expectations (Vampo and Ouattara, 2023). As such, the single women reviewed in this study are neither completely marginal nor completely conformist, raising questions about the boundaries between normality and marginality (Vampo and Ouattara, 2023). To what extent is singlehood voluntary? The trajectories collected do not indicate any deliberate choice by these women. Furthermore, while they distance themselves from marriage, empirical data reveal that not being married remains painful due to pressure (from family, friends, and community) to conform with the norm.

The single women interviewed are not hostile to the convention of marriage, but it is clear that they take a critical view of it, unconvinced that it is easily compatible with their career. Aware of how the latter upsets suitors, who are looking for wives who will contribute to household expenses but remain readily available for the family, and for their husband in particular, these women delay marriage in order to give priority to their work. The economic situation demands it, as does their need to ensure their individual security as women in order to avoid being dependent on a man; they are well aware of the power relations at play in such dependent relationships. Their desire for independence, particularly financial independence, in a social context where the living and working conditions of men are deteriorating, is complicating their path to marriage. Their status as 'independent women', a status associated with various beliefs and negative perceptions of singlehood, lies at the heart of the difficulties inherent in remaining single for longer. The analysis reveals the complexity of the association between economic status, the social representations of women deemed 'to have succeeded' or who are simply independent (both financially and in terms of their ability to travel, think for themselves, and state their opinion), and the status of marriage. On the one hand, there is a collective

desire to preserve the social norms associated with marriage and the gendered division of work, based on the paradigm of the man as the primary provider of household resources. On the other hand, in practice, the increasing economic strength of women, their contribution to household expenses, and a worsening economic context are challenging this model. This creates tension around women's work and their financial contribution to the household. The financial involvement of women represents more than simply a shake-up of gender roles within the couple; it is a sign of their broader autonomy, threatening the foundations of male domination.

Delaying marriage signals a lesser attachment to marital life for women in terms of how to exist in the world. The fact that women are marrying later in order to focus on other priorities confirms that they see themselves in a role other than that of wife and mother. In practice, women's deviation from gender expectations, at a time when men are also struggling to meet such expectations, destabilizes the established order. In this respect, the experiences of the women interviewed here reveal that norms and practices are changing. They testify to the emergence of new possibilities that are largely incompatible with marriage and existing gender divisions, which confer almost all domestic, parental, and—increasingly—financial responsibilities upon women. The singlehood of 'successful' women is a direct response to the fact that they are destabilizing gender norms. While many men are 'in the doldrums' (in terms of finding their path, getting a job, and building a family) due to the challenging economic situation in the city, women are often faring better financially. Men are then deprived of their usual responsibilities. Consequently, the extended female singlehood we are studying here needs to be understood within the context of this 'crisis of masculinity'. The women met as part of the survey are doing well financially; as such, even if they do not yet have a family, they have succeeded in one area of the social sphere. For men, however, it is becoming increasingly difficult to avoid 'failing' on all fronts and for them to fulfil the expectations weighing upon them, particularly in terms of taking financial responsibility for a family. This is something that emerges implicitly from the testimonies of these single women.

In short, the women interviewed in Lomé in successive surveys are unable to get married because, in their words, they 'scare men'. The latter are not prepared to take on wives whose financial independence threatens a patriarchal order based on the financial ascendancy of men. Consequently, many women remain single for longer due to 'too much independence'. There is plenty of scope for further exploration of the changes under way in the lives of women, but we should also be examining masculine experiences in light of the fact that their prerogatives, such as financial responsibility for a household, are increasingly being shouldered by women. Will these women living 'on the margins' of marriage ultimately shift gender lines? Lastly, this survey provides scope for a comparison with extended male singlehood in Lomé, which, contrary to that of women, often goes in hand with lack of financial independence.



APPENDICES

Appendix 1. Profile of single women interviewed

Pseudonym	Age (years)	Number of children	Religion (NS = not specified)	Level of education	Ethnic origin	Occupation
<i>Survey 1: FAGEAC</i>						
Blandine	37	1	Catholic	4 years higher ed.	Ifè	Consultant sociologist
Hélène	38	1	Catholic	5 years higher ed.	Losso	Manager in a government department
Josiane	30	0	Catholic	5 years higher ed.	Kabye	Project Manager for an international NGO
Justine	32	0	Pentecostal	Lower secondary	Kabye	Second-hand shop
Maguy	31	0	Pentecostal	4 years higher ed.	Ewe	Journalist
Michèle	31	2	NS	2 years higher ed.	Tem	Librarian
Rachel	40	0	Protestant	2 years higher ed.	Mina	Secretary at a private training centre
Sidonie	34	1	NS	Lower secondary	Losso	Secretary at a private company
Solange	35	1	NS	2 years higher ed.	Ewe	Former air-hostess, now in trade
<i>Survey 2: Ethnography of entrepreneurs</i>						
Akouvi	28	1	NS	3 years higher ed.	Mina	Business owner (travel agency)
Akwa	27	0	Catholic	5 years higher ed.	Mina	Business owner (crafts, décor)
Agnelé	28	0	No religion	Upper secondary	Mina	Business owner (dance school)
Aya	29	0	Pentecostal	3 years higher ed.	Ewe	Business owner (hair salon, well-being)
Céline	30	0	NS	Bachelor's degree (United States)		Business owner (food industry)
Claire	32	2	Catholic	2 years higher ed.	Mother, Mina, father, Fula	Business owner (travel agency)
Delali	38 years	1	Catholic	Bachelor's degree (United States)	Mina	Business owner (wraps, real-estate)
Denise	42	1	Protestant	2 years higher ed.	Mina	Business owner (corporate gifts)
Lena	27	0	Catholic	3 years higher ed.	Mina	Business owner (stylist)
Sofia	28	0	Catholic	5 years higher ed.	Mina	Business owner (fashion)

Other woman interviewed in Survey 2 and mentioned in the article:

Nadine	Married, divorce pending	42 years	2 children	Catholic	5 years higher ed.	Mina	Business owner (wraps, childcare products, events)
--------	--------------------------	----------	------------	----------	--------------------	------	--

Appendix 2. Weighted and unweighted proportions of single women with standard deviations and confidence intervals by age group and place of residence, for each available survey

	Sample size	Weighted proportions*	Unweighted proportions	Standard deviation	95% confidence interval	
Togo						
DHS 1988						
Age 30–34	479	2.3	2.3	0.7	1.2	4.1
Age 35–39	370	1.1	1.1	0.5	0.3	2.7
Age 40–44	263	0.4	0.4	0.4	0.0	2.1
Age 45–49	243	0.0	0.0	0.0	0.0	1.5
DHS 1998						
Age 30–34	1,328	2.4	2.0	0.4	1.3	2.9
Age 35–39	1,072	1.1	0.9	0.3	0.4	1.7
Age 40–44	721	0.5	0.3	0.2	0.0	1.0
Age 45–49	653	0.3	0.5	0.3	0.1	1.3
DHS 2013						
Age 30–34	1,524	5.1	4.9	0.6	3.9	6.1
Age 35–39	1,379	2.7	2.5	0.4	1.8	3.5
Age 40–44	962	1.5	1.4	0.4	0.7	2.3
Age 45–49	855	1.3	1.1	0.3	0.5	2.0
MICS 2017						
Age 30–34	1,074	8.0	7.4	0.8	6.0	9.2
Age 35–39	1,012	3.1	3.2	0.6	2.2	4.4
Age 40–44	783	2.3	2.2	0.5	1.3	3.5
Age 45–49	606	3.0	2.5	0.6	1.4	4.0
Lomé						
DHS 1988						
Age 30–34	106	4.9	4.7	2.1	1.5	10.7
Age 35–39	83	2.9	2.4	1.7	0.3	8.4
Age 40–44	43	2.6	2.3	2.3	0.1	12.3
Age 45–49	40	0.0	0.0	0.0	0.0	8.8
DHS 1998						
Age 30–34	213	7.3	7.5	1.8	4.4	11.9
Age 35–39	156	4.2	4.5	1.7	1.8	9.0
Age 40–44	100	1.2	1.0	1.0	0.0	5.4
Age 45–49	79	0.0	0.0	0.0	0.0	4.6
AEMU 2012						
Age 30–34	103	-	8.7	2.8	4.1	15.9
Age 35–39	65	-	3.1	2.1	0.4	10.7
Age 40–44	68	-	8.8	3.4	3.3	18.2
Age 45–49	52	-	11.5	4.4	4.4	23.4
DHS 2013						
Age 30–34	402	11.0	12.4	1.6	9.4	16.1
Age 35–39	313	6.0	6.4	1.4	3.9	9.7
Age 40–44	204	3.2	2.9	1.2	1.1	6.3
Age 45–49	141	2.5	2.8	1.4	0.8	7.1
MICS 2017						
Age 30–34	172	19.4	17.4	2.9	12.1	23.9
Age 35–39	155	5.5	6.5	2.0	3.1	11.5
Age 40–44	115	6.0	6.1	2.2	2.5	12.1
Age 45–49	83	5.4	6.0	2.6	2.0	13.5

Appendix 2 (cont'd). Weighted and unweighted proportions of single women with standard deviations and confidence intervals by age group and place of residence, for each available survey

	Sample size	Weighted proportions*	Unweighted proportions	Standard deviation	95% confidence interval	
Other urban localities						
DHS 1988						
Age 30–34	48	0.0	0.0	0.0	0.0	7.4
Age 35–39	29	0.0	0.0	0.0	0.0	11.9
Age 40–44	25	0.0	0.0	0.0	0.0	13.7
Age 45–49	23	0.0	0.0	0.0	0.0	14.8
DHS 1998						
Age 30–34	223	1.6	1.8	0.9	0.5	4.5
Age 35–39	172	0.6	0.6	0.6	0.0	3.2
Age 40–44	132	1.9	0.8	0.8	0.0	4.1
Age 45–49	119	1.8	2.5	1.4	0.5	7.2
DHS 2013						
Age 30–34	195	4.3	4.6	1.5	2.1	8.6
Age 35–39	158	2.9	3.2	1.4	1.0	7.2
Age 40–44	128	1.0	1.6	1.1	0.2	5.5
Age 45–49	102	0.0	0.0	0.0	0.0	3.6
MICS 2017						
Age 30–34	281	8.9	10.7	1.8	7.3	14.9
Age 35–39	247	3.7	5.3	1.4	2.8	8.8
Age 40–44	188	2.9	3.7	1.4	1.5	7.5
Age 45–49	149	4.0	3.4	1.5	1.1	7.7
Rural areas						
DHS 1988						
Age 30–34	325	1.8	1.8	0.7	0.7	4.0
Age 35–39	258	0.8	0.8	0.5	0.1	2.8
Age 40–44	195	0.0	0.0	0.0	0.0	1.9
Age 45–49	180	0.0	0.0	0.0	0.0	2.0
DHS 1998						
Age 30–34	892	1.1	0.8	0.3	0.3	1.6
Age 35–39	744	0.4	0.3	0.2	0.0	1.0
Age 40–44	489	0.0	0.0	0.0	0.0	0.8
Age 45–49	455	0.0	0.0	0.0	0.0	0.8
DHS 2013						
Age 30–34	927	1.9	1.7	0.4	1.0	2.8
Age 35–39	908	1.1	1.1	0.3	0.5	2.0
Age 40–44	630	0.8	0.8	0.4	0.3	1.8
Age 45–49	612	1.2	0.8	0.4	0.3	1.9
MICS 2017						
Age 30–34	621	3.5	3.2	0.7	2.0	4.9
Age 35–39	610	1.9	1.5	0.5	0.7	2.8
Age 40–44	480	1.1	0.6	0.4	0.1	1.8
Age 45–49	374	1.9	1.3	0.6	0.4	3.1
Key: *Weightings not available for AEMU.						
Note: Authors' calculation.						

REFERENCES

- ADJAMAGBO A., ANTOINE P., BÉGU Y D., DIAL B. 2006. *Comment les femmes concilient-elles mariage et travail à Dakar et à Lomé ?* (Document de travail DIAL, DT-2006-04).
- ADJAMAGBO A., ANTOINE P., TOUDEKA M. R., KPADONOU N., FAGEAC TEAM. 2014. Mise en couple et devenir des unions : comparaison de deux capitales ouest-africaines, Cotonou et Lomé (paper at the Trajectoires et âges de la vie symposium, AIDELF, 26–29 May 2017).
- ADJAMAGBO A., GASTINEAU B., KPADONOU N. 2016. Travail-famille : un défi pour les femmes à Cotonou. *Recherches féministes*, 9(2), 17–41. <https://doi.org/10.7202/1038719ar>
- ANTOINE P., DJIRE M. 1998. Un célibat de crise ? In Philippe A., Ouédraogo D., Piché V. (eds.), *Trois générations de citoyens au Sahel : trente ans d'histoire sociale à Dakar et à Bamako* (p. 117-145). L'Harmattan.
- ANTOINE P., NANITELAMIO J. 1990. *La montée du célibat féminin dans les villes africaines. Trois cas : Pikine, Abidjan et Brazzaville*. Ceped.
- ANTOINE P., RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F. 2001. *Contraints de rester jeune ? Évolution de l'insertion dans trois capitales africaines : Dakar, Yaoundé, Antananarivo* (Documents de travail DIAL, DT-2001-08).
- ASPEITIA L. L. 2012. The Shortcomings of Emancipation: Workers' Experiences across the Borders between Mexico and the United States. *Autrepart*, 61(2), 41–57. <https://doi.org/10.3917/autr.061.0041>
- ATTANÉ A. 2007. Choix matrimoniaux : le poids des générations. L'exemple du Burkina Faso. In Philippe A. (ed.), *Les relations intergénérationnelles en Afrique : approche plurielle* (pp. 167–195). Ceped.
- ATTANÉ A. 2009. When Monetary Transactions Shape Marital Relations. The Example of Urban Areas in Burkina Faso. *Autrepart*, 49(1), 155-171. <https://doi.org/10.3917/autr.049.0155>
- BÉGU Y, 2007. *L'effet du travail féminin sur la fécondité à Dakar (Sénégal) et à Lomé (Togo)*. Ceped.
- BERG-CROSS L., SCHOLZ A.-M., LONG J., GRZESZCYK E., ROY A. 2004. Single Professional Women: A Global Phenomenon Challenges and Opportunities. *Journal of International Women's Studies*, 5(5), 34–59.
- BERGSTROM M., VIVIER G. 2020. Vivre célibataire : des idées reçues aux expériences vécues. *Population et Sociétés*, 584, 1-4. <https://doi.org/10.3917/popsoc.584.0001>
- BONNET D., DUCHESNE V. 2016. *Procréation médicale et mondialisation. Expériences africaines*. L'Harmattan.
- CALVÈS A.-E., DIAL F. B., MARCOUX R. (eds.). 2018. *Nouvelles dynamiques familiales en Afrique*. Presses de l'Université du Québec.
- CALVÈS A.-E. 2007. Trop pauvre pour se marier ? *Population*, 62(2), 339-359. <https://doi.org/10.3917/popu.702.0339>

- CALVÈS A.-E., N'BOUKÉ A. 2018. Le mariage, l'union libre et le nouveau contexte de formation de la famille à Ouagadougou. In Calvès A.-E., Dial F. B., Marcoux R. (eds.), *Nouvelles dynamiques familiales en Afrique* (p. 243–263). Presses de l'Université du Québec.
- CHANT S. 2011. The 'Feminization of Poverty' and the 'Feminization' of Anti-Poverty Programmes: Room for Revision? In Visvanathan N., Duggan L., Nisonoff L., Wiegiersman N. (eds.), *The women, gender and development reader* (pp. 174–196). Zed Books (2nd edition).
- COQUERY-VIDROVITCH C. 2013 [1994]. *Les Africaines. Histoire des femmes d'Afrique subsaharienne du XIX^e au XX^e siècle*. La Découverte.
<https://doi.org/10.3917/dec.coque.2013.02>
- CORDONNIER R. 1987 [1982]. *Femmes africaines et commerce. Les revendeuses de tissu de la ville de Lomé (Togo)*. L'Harmattan.
- DELAUNAY V., ADJAMAGBO A., OUÉDRAOGO A., ATTANÉ A., OUÉDRAOGO S. 2018. Monoparentalité en Afrique : une réalité complexe. Analyse comparative Bénin, Burkina Faso et Togo. In Sanderson J.-P., Oris M. (eds.), *Familles en transformation. Quand les modes de construction familiale se réinventent* (pp. 1–23). AIDELF.
- GNOMOU THIOMBIANO B. 2017. Union breakdown in West African cities: The cases of Ouagadougou and Lomé. *Demographic Research*, 37, 101–128.
<https://doi.org/10.4054/DemRes.2017.37.5>
- HERTRICH V., PILON M. 1997. Transitions de la nuptialité en Afrique (EAPS International Conference, Poland, 11–13 June 1997).
- HERTRICH V. 2007a. Marriage, What a Business! Social Framework and Prevention of Union in Rural Areas of Mali. *Sociologie et Sociétés*, 39(2), 119–150.
<https://doi.org/10.7202/019087ar>
- HERTRICH V. 2007b. Nuptialité et rapports de genre en Afrique. Tendances de l'entrée en union, 1950–1999. In Locoh T. (ed.), *Genre et société en Afrique* (pp. 281–307). INED, 'Les Cahiers'. <https://doi.org/10.4000/books.ined.13137>
- HERTRICH V. 2017. Trends in age at marriage and the onset of fertility transition in sub-Saharan Africa. *Population and Development Review*, 43(S1), 112–137.
<https://doi.org/10.1111/padr.12043>
- LESTHAEGHE R. 1989. The nuptiality regimes in Sub-Saharan Africa. In Lesthaeghe R. (ed.), *Reproduction and social organization in Sub-Saharan Africa* (pp. 238–337). University of California Press.
- MARCOUX R., ANTOINE P (eds.). 2014. *Le mariage en Afrique. Pluralité des formes et des modèles matrimoniaux*. Presses de l'Université du Québec.
- MENSCH B. S., SINGH S., CASTERLINE J. 2005. Trends in the timing of first marriage among men and women in the developing world. In Lloyd C. et al. (eds.), *The changing transitions to adulthood in developing countries: selected studies* (pp. 11–171). National Academies Press.
- MEYITONDELUA R. 2016. *Analyse mixte du recul de l'âge au premier mariage dans la ville de Kinshasa* [Master's dissertation, Université catholique de Louvain].
- MOGUÉROU L. 2009. Scolarisation des filles à Dakar au cours de la décennie 1990–2000 : entre injonction internationale et réticences de la société. *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 8, 191–209. <https://doi.org/10.4000/cres.611>
- MOGUÉROU L., VAMPO C., KPADONOU N., ADJAMAGBO A. 2019. Les hommes au travail... domestique en Afrique de l'Ouest. L'effet modéré des reconfigurations du travail féminin sur les masculinités à Dakar et à Lomé. *Cahiers du genre*, 67(2), 97–119.
<https://doi.org/10.3917/cdge.067.0097>

- NAPPA J., SCHOUMAKER B., PHONGI A. ET AL. 2019. Difficultés économiques et transformation des unions à Kinshasa. *Population*, 3(74), 273-298. <https://doi.org/10.3917/popu.1903.0273>
- OUATTARA F., STORENG K. 2008. L'enchaînement de la violence familiale et conjugale. Les grossesses hors mariage et ruptures du lien social au Burkina Faso. *Bulletin de l'APAD* [online], 27-28. <https://doi.org/10.4000/apad.3003>
- SARR F. 1998. *L'entrepreneuriat féminin au Sénégal. La transformation des rapports de pouvoir*. L'Harmattan.
- SHAPIRO D., GEBRESELASSIE T. 2014. Marriage in Sub-Saharan Africa: Trends, determinants, and consequences. *Population Research Policy Review*, 33(2), 229-255. <https://doi.org/10.1007/s11113-013-9287-4>
- TABUTIN D., SCHOUMAKER B. 2004. La démographie de l'Afrique au sud du Sahara des années 1950 aux années 2000. Synthèse des changements et bilan statistique. *Population*, 59(3-4), 521-621. <https://doi.org/10.3917/popu.403.0521>
- THIRIAT M.-P. 1998. *Faire et défaire les liens du mariage : évolution des pratiques matrimoniales au Togo*. Ceped.
- THIRIAT M.-P. 1999. Les unions libres en Afrique subsaharienne. *Cahiers québécois de démographie*, 28(1-2), 81-115. <https://doi.org/10.7202/010260ar>
- THOMBIANO B., LEGRAND T. K. 2014. Niveau et facteurs des premières unions conjugales au Burkina Faso. *African Population Studies*, 28(3), 1432-1446. <https://doi.org/10.11564/28-3-641>
- TOULABOR C. 2012. Les Nana Benz de Lomé. Mutations d'une bourgeoisie compradore, entre heur et décadence. *Afrique contemporaine*, 244, 69-80. <https://doi.org/10.3917/afco.244.0069>
- VAMPO C., OUATTARA F. 2023. Une remise en cause des normes du mariage, de l'enfantement et de genre à Lomé ? *Archipélies* [online], 15. <https://www.archipelies.org/1477>
- VAMPO C. 2020. *Itinéraires de réussite de cheffes d'entreprise contemporaines au pays des Nana Benz de Lomé (Togo). Du modèle de l'empowerment des femmes par le marché à l'étude des rapports sociaux de sexe* [PhD thesis, Université Paris-Cité].
- VAN DE WALLE E. 1993. Recent trends in marriage ages. In Foote K. A., Hill K. H., Martin L. G. (eds.), *Demographic change in Sub-Saharan Africa* (p. 117-152). National Academy Press.
- WERNER J.-F. 2006. *Médias visuels et femmes en Afrique de l'Ouest* (pp. 154-194). L'Harmattan.
- WESTOFF C. 1992. *Age at marriage, age at first birth and fertility in Africa* (World Bank Technical Paper No. 169).

Résumé

Charlotte VAMPO, Valérie DELAUNAY, Agnès ADJAMAGBO, Yéniban MADIEGA •
VIVRE EN MARGE DU MARIAGE. LE CÉLIBAT TARDIF DES FEMMES À LOMÉ (TOGO)

Comme dans d'autres capitales africaines, les données des enquêtes démographiques indiquent une augmentation du célibat tardif féminin à Lomé, au Togo. Cet article analyse, à l'aide de données qualitatives collectées entre 2011 et 2019 à Lomé, les situations sociales de femmes qui approchent, ont ou dépassent la trentaine et qui n'ont jamais été mariées. Il montre qu'une catégorie de femmes, urbaines, souvent diplômées du supérieur et/ou indépendantes économiquement, se marient de plus en plus tardivement, car elles aspirent à d'autres formes de réalisation sociale avant et en plus du mariage, dans un contexte où la compatibilité du mariage et du travail reste difficile à plusieurs niveaux. Celles qui ne veulent pas se marier et l'assument sont rares : la plupart des femmes aspirent au mariage ou se résolvent à le faire pour se garantir une forme de tranquillité sociale. En plus de la hausse de la scolarisation, c'est bien la volonté d'autonomie – entre autres financière – dans un contexte social où les conditions de vie et d'emploi des hommes se détériorent, qui complexifie l'entrée en union de femmes dont l'indépendance déstabilise les normes de genre.